



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/46/PV.4

26 septembre 1991

FRANCAIS

Quarante-sixième session

ASSEMBLEE GENERALE

PROCES-VERBAL PROVISOIRE DE LA 4e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le lundi 23 septembre 1991, à 10 heures

Président : M. SHIHABI (Arabie saoudite)  
(Président)

puis : M. ROGERS (Belize)  
(Vice-Président)

puis : M. SHIHABI (Arabie saoudite)  
(Président)

puis : M. AL-KHUSSAIBY (Oman)  
(Vice-Président)

puis : M. SHIHABI (Arabie saoudite)  
(Président)

/...

Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

Allocution de M. Fernando Collor, Président de la République fédérative du Brésil

Allocution de M. Alfredo Felix Cristiani Burkard, Président de la République d'El Salvador

Débat général [9]

Déclarations de :

M. Hannibalsson (Islande)

M. Konate (Burkina Faso)

Allocution de M. James Brendan Bolger, Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande

Allocution de M. George Bush, Président des Etats-Unis d'Amérique

La séance est ouverte à 10 h 15.

ALLOCUTION DE M. FERNANDO COLLOR, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FEDERATIVE DU BRESIL

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration du Président de la République fédérative du Brésil.

M. Fernando Collor, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies au Président de la République fédérative du Brésil, M. Fernando Collor, et de l'inviter à s'adresser à l'Assemblée.

Le Président COLLOR (parle en portugais; interprétation d'après un texte anglais fourni par la délégation) : Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter de votre élection, qui fait honneur à la tradition de coopération internationale qu'appuie l'Arabie saoudite et qui est un hommage éloquent rendu à vos talents personnels.

J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue aux représentants des nouveaux Etats qui sont désormais Membres de l'Organisation : la République des Iles Marshall et les Etats fédérés de Micronésie.

L'admission à l'ONU des deux Républiques qui constituent la péninsule coréenne est un symbole qui laisse bien augurer de la paix mondiale.

La présence dans cette salle des représentants de la République d'Estonie, de la République de Lettonie et de la République de Lituanie, dont la lutte obstinée pour l'indépendance a forcé le respect universel, suscite une joie particulière dans la communauté des nations.

Je voudrais également rendre un hommage bien mérité au Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, pour la façon sensée et dévouée dont il s'acquitte, depuis bientôt 10 ans, des fonctions les plus élevées du Secrétariat de notre organisation.

Nous avons le privilège de vivre à un moment où sont universellement affirmés les droits et les libertés de l'individu, le pluralisme, le respect de la volonté de la majorité, la protection des minorités, et la libre entreprise.

Le Président Collor

Ces réalisations arrivent à une époque qui est lasse des conflits et de l'arbitraire et elles mettent en lumière un point essentiel, à savoir que l'intérêt collectif l'emportera toujours, tôt ou tard, sur les vœux des groupes qui s'accrochent aux privilèges.

Notre objectif est d'ouvrir un cycle historique entièrement nouveau, dans lequel il n'y aura pas de place pour la coercition totalitaire sur les peuples ou les pays, et dans lequel la démocratie, la liberté, le développement et la paix pourront être véritablement des valeurs universelles.\*

---

\* M. Rogers (Belize), Vice-Président, assume la présidence.

Le Président Collor

Je prends la parole devant l'Assemblée générale des Nations Unies en tant que représentant de 150 millions de Brésiliens, en tant que dirigeant élu de l'une des plus grandes démocraties du monde. Je viens ici pour m'associer à la célébration de bonnes nouvelles. Je viens ici pour participer à la célébration de la joie, mais aussi pour partager des préoccupations. Je viens ici pour célébrer, mais également pour attirer l'attention sur de graves problèmes.

Nous devons relever le défi de refaire le monde, d'édifier une paix qui ne soit pas le produit d'une menace constante de guerre. Les motivations idéologiques et stratégiques d'un affrontement à l'échelle mondiale heureusement s'estompent et s'épuisent. Il subsiste néanmoins des sources de tension qui doivent être éliminées.

Nous connaissons tous le chemin vers la prospérité et la distribution de ses fruits. Mais des intérêts mesquins augmentent l'écart qui nous sépare de nos objectifs et les éloigne de nous et qui doit être comblé par nos efforts. C'est comme si nous allions à la fois vers la célébration collective de la liberté et vers la séparation par l'inégalité. Les idées libérales l'ont emporté. Nous devons maintenant oeuvrer pour qu'elles soient respectées toujours et partout, et de façon novatrice.

Voilà le point de vue d'un pays qui a choisi un projet libéral clairement orienté vers les préoccupations sociales et le libéralisme. C'est le point de vue d'une société qui s'efforce depuis 18 mois d'appliquer ces idées.

Le libéralisme met l'accent sur les libertés de l'individu, qui sont toujours exercées plus pleinement lorsque sont assurées les conditions matérielles qu'une grande majorité de nos citoyens n'a pas encore. Le moment est venu pour le libéralisme de devenir, à l'échelon international, sensible aux problèmes sociaux dont il s'est déjà saisi sur le plan national.

Le libéralisme attache une grande valeur à la liberté inhérente du marché, mais il ne saurait ignorer les mécanismes nécessaires pour empêcher les distorsions et le non-respect de ses règles les plus élémentaires, comme c'est le cas des politiques discriminatoires et protectionnistes existantes.

Cela signifie que la communauté internationale devra en priorité aborder, au niveau politique, les problèmes de développement. Cela veut dire qu'il faudra compléter le fonctionnement des mécanismes du marché par des mesures

Le Président Collor

visant à corriger les graves déséquilibres, dont la persistance mettrait en péril les bonnes relations.

De même que personne ne peut se sentir en sécurité devant l'éventualité d'une guerre nucléaire, de même personne ne peut se sentir en sécurité et en paix dans un monde où le nombre des pauvres et des démunis augmente de façon spectaculaire.

Je ne répéterai pas ici les données et les indicateurs statistiques, dont la plupart ont été établis ici même, et qui montrent avec une clarté alarmante que la situation dans les pays en développement est pire aujourd'hui qu'il y a 10 ans.

Nous nous rapprochons d'un consensus mondial sur les valeurs de la démocratie et nous devons appliquer ses principes moraux. Le souci de l'individu est au centre de la conscience démocratique. Ce sont les individus qui construisent, grâce à la participation et la responsabilité politiques, le destin de leur communauté. C'est vers les individus que doivent être orientées les actions des gouvernements démocratiques, car ces gouvernements ne peuvent atteindre leurs objectifs qu'en donnant à tous leurs citoyens des moyens efficaces pour s'assurer le bien-être et la justice.

Les objectifs de la conscience démocratique ne peuvent être qu'universels puisqu'ils sont fondés sur le principe primordial de l'égalité des droits et des chances pour tous. Il ne peut y avoir de démocratie relative, sous quelque prétexte que ce soit. C'est pourquoi il est absurde que les trois quarts de l'humanité vivent dans des conditions de pauvreté pitoyables et souvent inhumaines. Si l'oppression politique est une insulte à nos valeurs démocratiques, il en va de même pour l'exclusion économique. Cela est d'autant plus vrai que les victimes de la faim et de la misère sont souvent des enfants et des adolescents. Le scandale du présent mène ainsi à un avenir de désespoir.

L'année dernière, ici à New York, le Sommet mondial pour l'enfance a révélé qu'il existait un large consensus pour que cette question soit abordée au plus haut niveau et avec la plus grande détermination. Il est toutefois nécessaire que la communauté internationale donne un contenu et un suivi concrets à cet engagement.

Le Président Collor

Dans mon pays, le gouvernement s'efforce de mobiliser toutes les couches de la société afin de faire des enfants notre plus haute priorité nationale. En même temps, diverses mesures ont été prises, telles que l'attribution, au niveau ministériel, d'un portefeuille spécial pour l'enfance, chargé de coordonner les efforts dans ce domaine et de lancer un programme continu de construction de plusieurs centaines d'établissements intégrés permettant aux enfants démunis de quitter la rue et de bénéficier d'une éducation, d'être nourris, de recevoir des soins médicaux, et de participer à des activités culturelles et sportives. Avec les maigres ressources dont nous disposons, nous essayons sérieusement de faire de notre mieux.

La communauté internationale se trouve confrontée à trois défis majeurs : le défi économique du développement, le défi politique de la paix, et le défi moral d'assurer à tous une vie digne. Il s'agit de défis qu'on ne peut relever séparément. Il faut les relever ensemble et en même temps. Ce sont des défis qui doivent être relevés démocratiquement, avec la participation de tous. Ce sont des défis qui, en fin de compte, mettent à l'épreuve notre capacité de porter la solidarité au niveau le plus élevé des relations internationales.

C'est le développement qui assure la consolidation de la démocratie et qui constitue la base fondamentale de la paix. Là où règne l'inégalité, les querelles et les affrontements s'installeront. Dans un monde où l'universalité des valeurs est de plus en plus recherchée, on fait peu de progrès vers des structures et des rythmes de développement universels.

Il nous incombe de construire une société internationale véritablement démocratique et équilibrée. Dans une démocratie, les citoyens respectent la loi parce qu'ils se sentent légitimement représentés dans son élaboration. Le même principe devrait s'appliquer aux normes régissant les relations entre les Etats : c'est la participation et non la coercition qui fournit le motif fondamental de respecter la loi. C'est pourquoi l'Assemblée générale, en tant que parlement mondial où les citoyens de tous les pays sont réellement représentés, est l'instance où nous devrions oeuvrer tous ensemble pour un monde meilleur, plus juste, plus prospère et davantage en paix.

L'instauration finale de la paix exige des processus de prise de décision plus ouverts, qui garantissent une plus large participation et qui aient,

Le Président Colloz

d'une façon plus large et plus profonde, force obligatoire pour les Etats. La voie naturelle pour relever les grands défis qui sont au coeur de notre ordre du jour se trouve dans la coopération grâce à des règles universellement applicables issues d'un véritable accord entre les Etats et respectées par eux. Ce sont le pluralisme né de la tolérance, le consensus né de la compréhension et la synthèse née d'opinions diverses librement exprimées qui sont les piliers d'une véritable coopération.

L'Assemblée générale ne saurait tolérer que ses prérogatives légitimes soient diminuées, car elle symbolise, et de plus en plus, le triomphe de la démocratie dans le monde entier, qui ouvre à son tour la perspective de la victoire d'un système international lui aussi démocratique.

Le Président Collor

La guerre du Golfe nous a montré l'Organisation des Nations Unies travaillant efficacement. Nous comptons sur son efficacité pour agir sur le cours des événements et éliminer les foyers de tension dans le monde.

La paix mondiale dépend de la paix au Moyen-Orient. Nos amis du Liban s'unissent déjà pour reconstruire le pays sur la base d'un noble idéal : un Liban uni, libre, prospère et pacifique.

L'heure est maintenant venue pour les Arabes et pour les Israéliens. C'est en respectant les droits du peuple palestinien et en changeant d'attitude à l'égard d'Israël que l'on réalisera le grand projet d'une région où tous peuvent vivre en paix à l'intérieur de frontières internationalement reconnues.

Le Brésil appuie résolument l'initiative visant la convocation d'une conférence de paix sur le Moyen-Orient, à laquelle participeraient toutes les parties intéressées, en vue de la pleine mise en oeuvre des résolutions pertinentes des Nations Unies. Nous espérons que toutes les parties feront preuve de la souplesse voulue pour éliminer les obstacles, aussi bien matériels qu'émotionnels qui pourraient s'opposer à une paix juste et durable dans la région. Nous estimons à cet égard que donner des étiquettes n'a fait qu'exacerber la méfiance entre les parties et qu'on devrait renoncer à cette pratique.

Outre les défis politiques et économiques qui lui sont posés, l'Organisation des Nations Unies ne peut pas ne pas relever le défi moral auquel j'ai fait allusion. Il est nécessaire d'envisager de nouvelles approches ainsi que des instruments plus créateurs et consensuels pour agir dans des domaines prioritaires comme l'environnement et le développement, les droits de l'homme, les questions de population mondiale et la situation des femmes et des enfants.

Dans les années qui nous séparent du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, nous devons arrêter les grands principes qui régiront les relations internationales au XXI<sup>e</sup> siècle.

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement sera, en 1992, la première des grandes rencontres internationales des prochaines années. Cette conférence a une obligation inéluctable à l'égard des générations futures, car ce sont elles qui auront le plus à bénéficier de ses travaux. Son principal objectif est d'améliorer la qualité de vie de tous.

Le Président Collor

Des solutions durables aux problèmes mondiaux exigent l'engagement de la communauté mondiale tout entière, la tâche de chaque pays étant fonction de la part de responsabilité qu'il a quant à l'origine des problèmes et quant à leur gestion, ainsi que de sa capacité économique et technique de surmonter ces problèmes. Les mois qui nous séparent de la Conférence verront se dérouler des consultations intensives. Le Brésil a l'intention d'explorer à fond toutes les occasions de dialogue et il espère trouver ses interlocuteurs ouverts et résolus.

La caractéristique la plus frappante de cette Conférence sur l'environnement et le développement est peut-être qu'elle devrait permettre un débat aussi large que possible, une discussion aussi approfondie que le permettra la volonté politique des participants. Selon nous, c'est avec ces objectifs à l'esprit, sans contraintes ni préjugés, que les problèmes doivent être abordés à la Conférence et que les décisions finales doivent être prises.

A la Conférence, nous examinerons les politiques économiques tant des pays développés que des pays en développement qui sont les plus appropriées pour éliminer la pauvreté et modifier des schémas de production et de consommation impossibles à maintenir. Le transfert de technologies écologiquement saines exige une approche novatrice du droit de la propriété intellectuelle qui permette un régime favorisant effectivement l'accès des pays en développement aux progrès faits en la matière par le monde industrialisé.

La Conférence ne doit pas être l'occasion de se plaindre et de récriminer. Elle doit au contraire servir de cadre à des propositions mûres et réalisables. En fait, elle doit permettre de trouver une solution adéquate répondant à l'intérêt commun, qui est d'assurer la survie de l'humanité et de la planète.

Je crains que, tout comme la question du développement a cédé le pas aux autres questions à l'ordre du jour international, celle de l'environnement ne cède elle aussi le pas à d'autres aspects de la vie quotidienne du monde.

Il est normal que les événements dramatiques des deux dernières années aient tant retenu l'attention. Mais il convient de noter que la tâche politique qui constitue l'édification de la paix ne s'accomplit pas dans le vide. Elle dépend du développement économique qui, lui-même, dépend de modèles économiques écologiquement sains.

Le Président Collor

Nous ne saurions tolérer d'avoir une planète écologiquement saine et un monde socialement injuste, d'où la convergence des dimensions politique, économique et morale de la question de l'environnement, laquelle finit par réunir les défis de la paix, du développement et de l'amélioration de la qualité de vie pour l'humanité tout entière. C'est dire combien est cruciale notre volonté de nous réunir au plus haut niveau, en 1992, à la Conférence de Rio. Une fois encore, j'invite tous les chefs d'Etat et de gouvernement de toutes les régions du monde à venir à Rio de Janeiro. Leur participation sera le gage que les décisions que nous prendrons jouiront de tout l'appui politique nécessaire. Le Brésil vous attend tous les bras ouverts.

Mon pays s'efforce de s'assurer la place qui lui revient de droit sur la scène internationale. Nous savons que pour cela nous devons compter avant tout sur nos propres efforts. A nous de gérer nos affaires intérieures, de régler nos problèmes entre nous et de persévérer dans la bonne voie.

C'est la seule voie vers le progrès, l'harmonie et le bien-être social. C'est la seule voie pour obtenir le rôle que nous aspirons à jouer dans les processus internationaux de prise de décision. Nous n'attendons rien du monde que nous ne soyons prêts à lui donner. Nous ne proposons rien au monde que nous ne soyons en mesure de faire nous-mêmes.

Le Brésil est un pays trop complexe pour qu'on lui applique les remèdes classiques. Il n'existe ni formules magiques ni miracles économiques. Nous nous joignons au concert des nations l'esprit ouvert, avec une certaine vision de l'avenir et avec générosité. Nous attendons des autres en retour la même attitude.

Nous savons que le sens des responsabilités commande le respect. Au cours de notre histoire, nous nous sommes montrés constants et responsables dans nos relations internationales, conformément aux règles et aux principes des relations entre Etats. Le monde est témoin de cette tradition.

L'an dernier, j'ai annoncé ici même que mon gouvernement avait décidé de ne pas procéder à la moindre explosion nucléaire, y compris à des fins pacifiques, à supposer que de telles explosions soient possibles.

Le 18 juillet 1991, à Guadalajara, le Mexique, le Brésil et l'Argentine ont signé l'Accord sur l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques. L'Accord revêt une grande importance historique pour nos pays. Il est la preuve que l'on peut assurer la sécurité nucléaire grâce à la coopération nucléaire.

Le Président Collor

L'Accord de garanties que le Brésil et l'Argentine vont signer avec l'Agence internationale de l'énergie atomique apportera toutes les informations nécessaires à la vérification de l'engagement que nous avons pris d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques et préservera également les progrès technologiques réalisés grâce à un dur labeur dans le domaine du cycle de l'énergie nucléaire.

Il y a moins d'un mois, nous avons également signé avec l'Argentine et le Chili l'Engagement de Mendoza, selon lequel nous renonçons officiellement et collectivement à toutes les armes chimiques et bactériologiques. Nous sommes conscients de l'exemple que nous avons ainsi donné en faveur de l'élimination des armes de destruction massive et nous espérons qu'un accord semblable au niveau mondial pourra être réalisé dans un proche avenir. Le Brésil est d'avis que les instruments que nous venons de mentionner apportent des assurances suffisantes et renouvelées quant aux objectifs exclusivement pacifiques de nos programmes nationaux d'énergie nucléaire et concernant notre rejet de l'utilisation des armes de destruction massive.

La circulation sur le plan international des biens, des services et du savoir de haut niveau technologique est aujourd'hui d'une importance essentielle. Nous devrions rechercher des formules qui permettraient de concilier deux intérêts fondamentaux : d'une part, éviter l'éventualité que ces technologies soient utilisées dans la fabrication d'armes de destruction massive et, d'autre part, garantir que l'accès à ces technologies reste ouvert. C'est là un préalable essentiel à l'édification et à la modernisation de la capacité technologique de pays comme le Brésil.

Il est aisé de saluer le changement et de se réjouir des perspectives d'édification d'un monde nouveau. Il est douloureux néanmoins de parler des nombreux obstacles qui se dressent toujours sur le chemin de l'espoir. Parmi ces obstacles, nous trouvons le problème aigu de la dette extérieure, qui vient encore réduire les déjà maigres ressources des pays en développement, les contraintes arbitraires sur le transfert des technologies et le mépris des principes du marché sous forme de politiques protectionnistes poursuivies, en premier lieu et surtout par les pays industrialisés.

Les chemins conduisant à un accord international qui puisse assurer la paix et encourager le développement sont complexes et restent à être définis.

Le Président Collor

S'il existe un consensus sur les buts à atteindre et peut-être même sur les moyens d'y parvenir, la résistance à un véritable changement demeure considérable. Les grands progrès réalisés dans les domaines idéologique et stratégique doivent s'assortir de pas en avant tout aussi courageux pour édifier la confiance et la coopération.

Sur le plan politique, la démocratie devrait ouvrir la voie à de nouvelles procédures de prise de décision dans le domaine international. La sécurité doit être une tâche véritablement collective, s'appuyant sur la loi et non pas sur le spectre des armes.

Si, dans le domaine économique, nous avons écarté les rêves faciles et simplistes d'une réforme radicale de l'économie internationale et si nous savons que les grandes transformations commencent par un dur travail visant à une réforme intérieure, nous ne pouvons néanmoins nous passer de propositions réalistes et concrètes de coopération internationale. C'est notre ferme intention de nous battre pour le succès des négociations d'Uruguay au sein de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), car nous croyons que la philosophie de tout commerce libre et ouvert doit reposer sur des fondements solides et équilibrés.

Du point de vue des valeurs, il ne fait aucun doute que notre premier devoir est de lutter pour le plein exercice des droits de l'homme en matière politique, économique et sociale. C'est le grand objectif que doit se fixer la solidarité internationale.

Le Brésil ne poursuit pas d'autre politique que d'avertir, de mettre en garde, de proposer et surtout de collaborer. Le déséquilibre croissant entre pays développés et en développement constitue une menace tangible pour la stabilité et la sécurité internationales. Cette menace ne fera qu'augmenter s'il n'est pas apporté un appui efficace à la consolidation de la démocratie et du développement. Il convient de créer, au niveau mondial, un programme d'action, solidement édifié, par consensus, organisé autour des questions de développement, en vue de diriger et d'encourager les négociations sur des points spécifiques concernant les relations entre les nations à toutes les étapes du progrès économique.

Sur le continent américain, l'initiative "Enterprise for the Americas", couramment appelée "Plan Bush", est une première manifestation d'une volonté

Le Président Collor

d'entente. Dans cette même direction visant à la présente intégration du continent, le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay ont signé un Traité relatif à la création d'un marché commun (MERCOSUL), qui vient s'adjoindre à l'"Enterprise for the Americas", par le biais du "Rose Garden Agreement" signé récemment à Washington.

Afin de répondre aux espoirs soulevés parmi les peuples de la région, les deux initiatives doivent comporter, en toute priorité, la recherche d'une solution aux graves problèmes sociaux auxquels nous sommes encore confrontés. Cet impératif de nature politique, économique et morale ne peut être considéré comme une revendication d'un pays ou d'un groupe de pays en particulier. Il est le fait de tous les Etats et de tous les gouvernements.

Nous parions sur le triomphe final et universel de la révolution de la démocratie et de la liberté. Mais elle doit être conduite en même temps que la révolution de la justice sociale et de la solidarité. Que Dieu nous vienne en aide!

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président de la République fédérative du Brésil de sa déclaration et des aimables paroles qu'il a prononcées à mon égard et à l'égard de mon pays.

M. Fernando Collor, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

ALLOCUTION DE M. ALFREDO FELIX CRISTIANI BURKARD, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE D'EL SALVADOR

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration du Président de la République d'El Salvador.

M. Alfredo Felix Cristiani Burkard, Président de la République d'El Salvador, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies au Président d'El Salvador, M. Alfredo Felix Cristiani Burkard, et de l'inviter à s'adresser à l'Assemblée générale.

Le Président CRISTIANI BURKARD (interprétation de l'espagnol) : Pour commencer, Monsieur le Président, je suis particulièrement heureux de vous dire combien nous nous félicitons que vous ayez été choisi par la présente Assemblée pour diriger et organiser les travaux de sa quarante-sixième session ordinaire. La grande habileté, l'expérience bien connue et les qualités de dirigeant efficace qui vous caractérisent font bien présager du succès de ce conclave de réflexion et de décisions au niveau universel le plus élevé. Notre plaisir devant votre élection s'allie à un hommage mérité à votre prédécesseur, M. Guido de Marco, pour le travail remarquable qu'il a accompli. En outre, il convient de souligner que la combinaison de tels mérites et de telles qualités incarne la continuité des efforts considérables et fructueux si caractéristiques d'une telle instance, où la communauté internationale se donne rendez-vous pour traiter des questions les plus importantes de la réalité contemporaine.

Je voudrais aussi exprimer notre reconnaissance au Secrétaire général, M. Pérez de Cuéllar, pour l'attitude positive dont il a fait preuve à la tête de l'Organisation qui, cette année, a acquis un éclat encore plus grand, compte tenu des domaines dans lesquels la situation politique internationale permet à présent aux Nations Unies d'accomplir un travail important. La confiance dans le multilatéralisme a considérablement augmenté, ce qui a renforcé la crédibilité et le pouvoir d'action de l'Organisation mondiale et a encouragé sa présence dans de nouveaux domaines où elle peut favoriser la solution de certains problèmes déterminés. Dans le cas d'El Salvador, l'Organisation, par l'intermédiaire du Secrétaire général, a joué un rôle

Le Président Cristiani Burkard

positif à long terme qui se traduit par la mission des Nations Unies portant sur la vérification des accords du processus de négociation en cours, d'une envergure et d'une magnitude sans précédent, et ce n'est là qu'un petit exemple du changement accéléré et fondamentalement original qui se produit dans le monde.

La présente Assemblée entreprend ses travaux à un moment extraordinaire pour l'humanité. Nous voyons et palpons, avec un sentiment inhabituel de proximité, le mouvement des mécanismes de l'histoire, non comme une manifestation abstraite de la dynamique de l'époque, mais plutôt comme le palpitement fascinant de l'histoire même, révélée jusqu'au plus profond de sa rationalité. La disparition effective de tous les dogmes totalitaires qui, hier encore, paraissaient si fermes, nous porte à réfléchir à la vieille notion de pouvoir de la liberté comme à une véritable pratique plus que comme à une théorie.

Il est inutile d'insister sur les différences de développement et de puissance matérielle entre régions et entre Etats. Ce qui est utile, c'est de signaler que, pendant la plus grande partie de ce siècle, l'apparition d'un système incroyable d'intimidation dans l'ordre mondial a semblé se substituer à l'énergie même de l'homme en tant qu'être libre et participant de l'histoire. Nous assistons actuellement à la renaissance de cette énergie spirituelle et morale qui prévaut même en ce qui concerne les engins de destruction les plus perfectionnés. Le pouvoir est concentré à nouveau sur la liberté de l'être humain. Cela est en soi le début d'un monde réorganisé et d'un rapprochement inévitable entre les régions et les peuples. En effet, la liberté pose des problèmes semblables, tant chez les grandes puissances que dans les petits pays de ce que l'on appelle le tiers monde, une catégorie déjà tombée en désuétude du fait que la terminologie de la "guerre froide" a été démentie par les événements.

Nous, Salvadoriens, avons été les victimes propitiatoires de la polarité abusive et irrationnelle qui a divisé le monde en factions inévitables fondées sur un fanatisme idéologique artificiel. La guerre en El Salvador n'a été l'invention de personne mais a éclaté comme la manifestation de fautes et d'erreurs graves à l'intérieur de notre société. Une fois déclenchée, elle a pris l'aspect d'un conflit mondial et reçu des intrants qui ont prolongé la

Le Président Cristiani Burkard

guerre jusqu'à maintenant. De notre avis donc, la fin de la "guerre froide" n'est pas seulement une bonne nouvelle pour tous; elle est aussi un augure particulièrement propice en ce qui concerne notre propre situation interne et les possibilités de pacification authentique et véritable.

C'est pour cette raison que nous sommes ici, faisant entendre notre voix au sein de la première Assemblée générale qui se déroule dans un climat international où l'amer conflit entre l'Est et l'Ouest a pratiquement cessé d'exister. Les événements récents en Union soviétique, qui sont la manifestation de la vitalité universelle du mouvement démocratique, nous font espérer que nous pourrions rapidement aborder une ère nouvelle de coopération réaliste et d'entente raisonnable entre nations, fondées sur le pragmatisme et à l'abri des simplifications trompeuses d'idéologies exclusives.

Nous tenons à souligner que l'expérience nous apprend que seul un pragmatisme tolérant et ouvert peut résoudre les problèmes et affronter les réalités. C'est là ce que nous essayons de faire dans notre pays, qui est en train d'émerger des convulsions destructives de la guerre et qui s'oriente vers une après-guerre qui sera difficile mais qui devra être marquée du sceau de la réconciliation nationale. Au niveau économique, le pragmatisme nous a démontré la nécessité de promouvoir un programme d'ajustement et d'assainissement qui puisse nous préparer à la productivité et à la concurrence. Dans notre recherche de la paix, le pragmatisme nous montre qu'il faut écarter toute possibilité de solutions militaires et poursuivre, comme nous l'avons fait, nos efforts pour trouver des solutions politiques. Sur le plan international, le pragmatisme nous montre que l'intégration et la coopération sont les seuls moyens de nous associer au grand mouvement qui nous entraîne vers le développement. Bien entendu, le pragmatisme que nous proposons ne signifie pas que nous devons oublier les principes ou les laisser de côté, bien au contraire. Selon nous, le plus grand pragmatisme s'intitule démocratie et nous sommes des partisans indéfectibles et fervents de la démocratie en tant que régime de gouvernement et mode de vie.

Le Président Cristiani Burkard

C'est la troisième fois que je prends la parole à cette tribune depuis que j'ai été élu Président d'El Salvador, le 1er juin 1989. Et, à ces trois occasions, nous sommes venus parler de paix, de retrouvailles et de réconciliation entre les Salvadoriens, après plus d'une décennie de guerre fratricide. Quelques-uns, au début de notre gouvernement, ont eu des doutes sur l'orientation de nos intentions; je préfère ne pas répondre à ces doutes, mais attendre que le temps parle pour nous. Deux ans plus tard, on note que le processus de pacification et de démocratisation en El Salvador a progressé de manière significative et constante; et continu; et nous présentons ces résultats non comme le fruit de nos propres mérites, mais comme celui d'un effort de tous les Salvadoriens, qui en ont vraiment assez de la guerre et qui veulent retrouver de façon définitive le chemin de la paix. A ces millions de Salvadoriens qui nous ont montré, dans l'adversité et le stoïcisme, que l'espoir en un avenir meilleur est possible, nous tenons, du haut de cette tribune des Nations Unies, à leur rendre un hommage empreint d'admiration et de reconnaissance.

Les Salvadoriens ne sont pas les seuls à entretenir ces aspirations et à faire ces efforts. Heureusement, notre lutte pour la liberté et l'édification de notre démocratie coïncide avec un mouvement centraméricain, latinoaméricain et mondial, ample et vigoureux, allant dans le même sens.

En Amérique centrale, à laquelle s'est jointe de plein droit et en toute fraternité la République de Panama, le travail d'intégration économique, social et politique avance d'une manière dynamique qui est encourageante. Il existe une grande prise de conscience dans notre région, ce qu'ont reconnu les présidents centraméricains, à leur dixième réunion au sommet, tenue récemment en El Salvador, en ces termes :

"Les changements et les transformations qui ont eu lieu ces dernières années dans le monde placent l'Amérique centrale à un tournant historique qui implique une vision renouvelée de son propre processus d'intégration et d'insertion dans un ordre mondial caractérisé par l'interdépendance, l'apparition de nouvelles formes d'intégration et de coopération et une application effective du droit international."

Quant à l'Amérique latine, le Sommet de Guadalajara, qui a eu une répercussion ibéro-américaine, a été un autre événement sans précédent et de

Le Président Cristiani Burkard

grande envergure pour l'avenir. La réunion de Mexico, qui a donné la mesure du leadership extraordinaire de ce pays frère, a été unanimement bien accueillie et a abouti à une déclaration dont les résultats peuvent être constatés en en rappelant seulement le premier paragraphe :

"Nous sommes convenus de nous réunir pour la première fois de notre histoire en vue d'examiner ensemble les grands problèmes qui se posent à nos pays dans un monde en pleine mutation. Nous nous proposons en effet d'allier la volonté politique de nos gouvernements pour relever ces défis et faire de l'ensemble des affinités historiques et culturelles qui nous lient un instrument d'unité et de développement fondé sur le dialogue, la coopération et la solidarité." (A/46/317, annexe, p. 3)

Nous voudrions insister sur ces trois mots : dialogue, coopération et solidarité, qui sont les clefs de la nouvelle ère dans laquelle nous allons entrer, tant sur le plan de la coexistence interne entre les Etats que sur le plan de la dynamique des relations internationales. L'époque de la supériorité et de l'abus, qui a laissé des montagnes de cadavres et d'innombrables traumatismes, appartient au passé. L'intolérance et la crainte ont essayé d'endormir la conscience de l'homme au cours de ce siècle, qui est aussi le siècle des invincibles merveilles technologiques. Il était temps que les sciences et les mécanismes de la coexistence humaine sautent le pas dans le futur, afin que l'homme jouisse à nouveau de la liberté de croire et de créer, dans un monde digne de lui et favorable à une grande aventure libertaire sur la terre.

Dans le domaine politique, nous voyons les murs tomber, les mythes s'écrouler et la liberté avancer avec une vitalité extraordinaire. Mais le défi ne se limite pas à cela. Le développement social est encore trop en retard pour nous permettre de dormir tranquilles. Nous considérons que la démocratie, pour être solidaire et durable, doit s'étendre aux domaines politique, social, économique et culturel. Nous ne voulons pas perdre de vue - peut-être parce que l'expérience dévastatrice de la guerre engendre un réalisme plus lucide - que le centre de tout processus est l'être humain lui-même, avec ses besoins, ses droits et ses aspirations; et c'est l'être humain qui souffre encore, dans de nombreuses parties du monde, des fléaux de la pauvreté extrême, de la marginalisation sociale, de la discrimination, de

Le Président Cristionni Burkard

l'insécurité et de l'ignorance, entre autres maux. Cela est un défi à la conscience universelle, et voilà pourquoi nous nous prononçons en faveur de la convocation d'un sommet mondial pour le développement social, qui élèvera tous ces problèmes à un niveau de réflexion vraiment mondial.

Un nouvel ordre international se fait jour, et cette perspective revêt une grande importance pour notre organisation. Les Nations Unies voient s'ouvrir devant elles des domaines d'activité dans un monde qui réclame toujours plus d'intercommunications multilatérales. Les principes d'universalité et d'efficacité doivent être renforcés dans la mesure où les temps exigent de l'Organisation un travail toujours plus important et plus complexe. En ce qui concerne l'universalité, nous saluons avec une grande satisfaction l'admission de sept nouveaux Membres dans la famille des Nations Unies. Dans certains cas - comme ceux de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie -, cette admission a un caractère émouvant et de bon augure, mais nous souhaitons chaleureusement la bienvenue aux représentants des sept nouveaux Membres de l'Organisation; nous sommes certains que leur contribution aux travaux des Nations Unies sera excellente et stimulante.

Notre présence au Siège de notre organisation revêt aujourd'hui une signification spéciale. Avant de prendre la parole aujourd'hui devant l'Assemblée générale, nous avons travaillé intensément pendant une semaine avec le Secrétaire général pour trouver des moyens d'accélérer le règlement du conflit salvadorien. Nous sommes tout à fait convaincus que l'heure est venue de mettre fin à la guerre en El Salvador. Le peuple salvadorien et la communauté internationale sont impatients à juste titre de voir la paix s'instaurer dans notre patrie. Nous avons travaillé sans relâche et sans faillir pour la réalisation de cet objectif, qui est maintenant très proche. Et au cours de cette journée passée avec le Secrétaire général, nous avons fait des progrès importants afin d'assurer que l'année 1991 soit l'année de la paix. Les principaux écueils ont été évités, et maintenant, il ne reste plus qu'à régler les derniers détails.

Le Président Cristiani Burkard

Il s'agit là d'une nouvelle porteuse d'espoir pour le peuple salvadorien que nous voulons partager avec les nations du monde, dont nombre d'entre elles s'intéressent particulièrement à ce processus dans lequel les Salvadoriens se sont engagés. El Salvador a fait l'objet de l'attention mondiale à cause de la guerre; mais maintenant, nous méritons et nous exigeons l'attention mondiale à cause de la paix, à laquelle nous sommes arrivés par la voie de la démocratie. C'est pour la démocratie salvadorienne que nous demandons à la communauté internationale de nous fournir tout l'appui nécessaire pour que notre pays puisse continuer à avancer sur le chemin de la liberté et de la justice vers la stabilité et le progrès.

Compte tenu de la qualité et de l'importance des résultats obtenus à la réunion de New York entre notre gouvernement et le FMLN, avec le concours direct du Secrétaire général, nous considérons qu'un accord total visant à mettre fin au conflit peut devenir une réalité dans un avenir très proche. Le prompt désamorçage de l'affrontement armé et la cessation de toutes les formes de violence qui portent atteinte à la population civile sont des points auxquels nous allons consacrer immédiatement une attention particulière. Nous voulons que le peuple salvadorien jouisse de la tranquillité et de la sécurité auxquelles il a droit, et nous allons examiner et proposer les moyens qui permettront de réaliser ces objectifs d'une manière sérieuse, authentique et le plus rapidement possible.

Nous demandons, comme toujours, la confiance et l'appui de la communauté internationale pour poursuivre nos efforts, et nous invoquons Dieu afin qu'Il illumine tous ceux qui, comme nous, croient à la paix et y travaillent humblement et opiniâtrement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président de la République d'El Salvador de la déclaration qu'il vient de faire.

M. Alfredo Felix Cristiani Burkard, Président de la République d'El Salvador, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

## POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

## DEBAT GENERAL.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Je rappelle aux membres de l'Assemblée la décision prise par l'Assemblée générale à sa 3e séance plénière, le 20 septembre, selon laquelle les félicitations adressées aux orateurs une fois leur discours terminé ne doivent pas être exprimées dans la salle de l'Assemblée générale.

A ce propos, qu'il me soit également permis de rappeler aux membres une autre décision prise par l'Assemblée à la même séance, à savoir que les orateurs intervenant dans le débat général devront, une fois leur discours terminé, quitter la salle de l'Assemblée générale en passant par le bureau GA-200 situé derrière le podium avant de regagner leur place.

Avant de donner la parole au premier orateur inscrit pour le débat général, je rappelle aux représentants que, conformément à une décision prise par l'Assemblée générale à sa 3e séance plénière, la liste des orateurs sera close le mercredi 25 septembre 1991 à 18 heures. Je prie les délégations de bien vouloir indiquer aussi exactement que possible la durée de leur intervention, afin que nous puissions organiser nos séances de façon méthodique.

M. HANNIBALSSON (Islande) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous exprimer mes félicitations à l'occasion de votre élection à notre poste le plus élevé. Je vous souhaite tout le succès possible et vous assure de l'appui sincère de ma délégation.

C'est avec plaisir que je saisis cette occasion pour souhaiter la bienvenue à la République de Corée, à la République populaire de Corée, aux Etats fédérés de Micronésie et aux îles Marshall en tant que nouveaux Membres des Nations Unies.

Je suis également ravi de pouvoir souhaiter la bienvenue aux trois Etats baltes - l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie - tant que nouveaux Membres de l'Organisation mondiale. Après avoir subi un demi-siècle d'occupation armée et d'annexion forcée, le statut de Membres pleinement reconnus de la communauté internationale dont jouissent désormais les Etats baltes est plus que mérité. Les relations entre l'Islande et ces voisins européens se sont intensifiées ces dernières années, et nous nous réjouissons à la perspective

M. Hannibalsson (Islande)

d'une coopération accrue avec leurs gouvernements dans cette instance et dans d'autres instances multilatérales.

L'attention et la réflexion que nous consacrons au processus de changement de notre environnement politique immédiat et aux tâches qui nous attendent sont le reflet naturel de l'époque actuelle. Rarement, jamais peut-être, l'histoire a connu de transformation aussi radicale et rapide de la politique internationale et des relations entre Etats que celle dont nous avons récemment été témoins en Europe. Rarement les tâches mondiales et la nécessité d'une action collective ont été aussi considérables.

Les grands changements font naître à la fois des possibilités et des risques. Les possibilités inhérentes à la transformation de l'Europe centrale et orientale ont, en fait, mis fin à la guerre froide.

Les événements en Europe ont progressé à un point tel que nous avons de bonnes raisons de croire que le progrès accompli par la démocratie est irréversible. L'échec du coup d'Etat en Union soviétique le mois dernier a fait la preuve de la ténacité des aspirations démocratiques. L'intimidation politique et militaire a été vaincue par la résistance du peuple de Russie et de son président démocratiquement élu, Boris Eltsine, dirigeant courageux qui s'est montré à la hauteur de la situation. Cet événement a conforté notre espoir que les chars et les murs de béton cesseront d'être un facteur déterminant de la politique européenne et que les principes de la démocratie, de l'autodétermination et de la primauté du droit finiront par l'emporter.

On ne saurait toutefois ignorer que le processus de démocratisation et de réforme économique en Europe centrale et orientale est encore fortement menacé par un certain nombre de facteurs, en particulier les problèmes économiques et les conflits ethniques qui paralysent ce processus. L'extrême vulnérabilité des nouvelles démocraties est évidente pour tous, lesquelles démocraties devant faire face à une agitation politique et sociale due à des difficultés économiques, à des conflits ethniques et, parfois, à un nationalisme exacerbé.

Le Président Vaclav Havel de la République tchèque et slovaque a souligné que la démocratisation des pays d'Europe centrale et orientale et leur passage à l'économie de marché sont entravés par bien plus d'obstacles qu'on ne l'avait prévu à l'origine et que l'héritage malsain dont ces pays doivent encore se débarrasser est beaucoup plus profond et a des ramifications beaucoup plus vastes que quiconque aurait jamais pu imaginer.

M. Hannibalsson (Islande)

L'histoire comporte de nombreux exemples du lien existant entre la guerre et un changement important. Le déclin et la chute des empires ont souvent entraîné des effusions de sang. Nous devons garder à l'esprit les risques qu'implique le changement.

La situation en Yougoslavie montre bien que ces risques existent. Elle est également un rappel de ce que les conflits ethniques ne peuvent plus être considérés comme la seule responsabilité d'Etats particuliers. Ces conflits peuvent entraîner des conséquences plus vastes et constituer une menace pour la paix et la sécurité internationales.

En Yougoslavie, la leçon fondamentale du changement en Europe de toute évidence n'a pas été comprise. Un ordre politique fondé sur la coercition et l'oppression ne peut être maintenu contre la volonté du peuple. Le fait est tout simplement que si les peuples de Yougoslavie ne sont pas disposés à maintenir l'unité du pays, elle ne sera pas maintenue. La communauté internationale devra peut-être accepter ce fait et entendre l'appel lancé en faveur de la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie.

M. Hannibalsson (Islande)

L'avenir de la stabilité et de la sécurité du continent européen dépend du succès du processus de démocratisation et de l'atténuation des problèmes économiques et ethniques. La tâche est complexe et son ampleur est considérable. Elle exigera de grands efforts de la part des peuples d'Europe centrale et orientale. Toutefois, une aide politique, économique et technologique extérieure s'avérera également nécessaire. Ce n'est pas en restant passifs ou inactifs que nous défendrons nos propres intérêts : toute hésitation à ce stade serait nuisible. Le communisme en Europe centrale et orientale appartient au passé. Quels que soient les vestiges de cette idéologie, ils sont appelés à disparaître tôt ou tard.

La situation actuelle rappelle les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale. La tâche décourageante de bâtir sur les ruines de la guerre a une certaine similitude avec la nécessité d'une reconstruction en Europe centrale et orientale, après des années d'oppression et de centralisation économique : le même sentiment de découragement et de frustration prévalait. La reconstruction de l'après-guerre a été couronnée de succès grâce à cette entreprise unique dans l'histoire des relations internationales : le Plan Marshall - un acte de sagesse politique exceptionnel. Cette généreuse entreprise a fourni aux économies européennes épuisées les ressources nécessaires à leur autonomie. Le soutien psychologique apporté aux peuples d'Europe a été tout aussi précieux. Les pays d'Europe centrale et orientale ont besoin des deux aujourd'hui : un nouveau plan Marshall s'impose.

Je ne veux pas dire que les événements récents en Europe doivent être le trait dominant de nos délibérations, à l'exclusion de toutes les autres préoccupations. Néanmoins, nous ne pouvons négliger les incidences globales positives du danger réduit d'une guerre aux conséquences catastrophiques. Seule une Europe stable et pacifique permettra de profiter des ressources englouties par la guerre froide. Telle sera la condition préalable à une action plus concertée sur le plan international. L'issue fructueuse de la guerre froide a permis aux Nations Unies de réagir rapidement et de manière décisive à l'invasion brutale du Koweït par l'Iraq.

La nécessité impérieuse de créer un système de sécurité collective et globale efficace s'est fait douloureusement ressentir pendant la seconde guerre mondiale. Par la suite, notre organisation mondiale s'est mise en

M. Hannibalsson (Islande)

place. Pendant les cinq décennies écoulées, notre perception de la sécurité s'est élargie en même temps que s'approfondissait notre conscience des diverses interdépendances. Aussi importante que soit la dimension de défense que revêt la sécurité, les aspects politiques, économiques, sociaux et, de plus en plus, écologiques de cette notion doivent aussi être pris en considération. La sécurité et la paix ne peuvent être réalisées, ou maintenues durablement, sans droits de l'homme, développement économique et stabilité de l'environnement.

Pour s'appliquer efficacement et traiter des menaces graves à notre environnement commun, un système de sécurité globale et collective ne pourra réussir qu' s'il s'accompagne d'un accroissement de la coopération internationale. Nous devons saisir l'occasion que nous offre le climat international actuel et consacrer notre attention et notre énergie à l'édification d'un système de sécurité globale et collective. Ainsi, nous pourrons enfin créer l'ordre mondial de coopération et de droit international envisagé par les auteurs de la Charte des Nations Unies.

Les pays nordiques ont déjà fait connaître leur conception de leur approche commune de cette possibilité. En définitive, tous les Membres de l'Organisation devront convenir d'une orientation appropriée de nos délibérations et décisions. Un groupe dirigé par l'ancien Chancelier d'Allemagne, Willy Brandt, a fait un important travail préliminaire en avançant des suggestions et des propositions de réformes institutionnelles des Nations Unies. Le Gouvernement islandais appuie la proposition de ce groupe de créer une commission internationale indépendante sur une réglementation globale en vue de la préparation d'un sommet mondial destiné à répondre à ce défi.

La chance actuelle d'une revitalisation des Nations Unies est un véritable dividende de la paix. Agir rapidement pour donner corps aux mesures prises sous les auspices de l'Organisation en vue de créer un ordre mondial stable des océans est un moyen de saisir cette chance. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer a été signée il y a neuf ans à la Jamaïque. Cent cinquante-neuf Etats ont signé la Convention et ainsi exprimé leur accord avec ses objectifs et buts. Quarante-neuf Etats ont ratifié ou approuvé la Convention; on peut maintenant envisager que la Convention entrera en vigueur dans les deux prochaines années.

M. Hannibalsson (Islande)

L'Islande a ratifié la Convention. Nous croyons que ses dispositions constituent un régime généralement acceptable pour l'exploitation rationnelle des ressources marines mondiales. Elle a fixé les règles d'une gamme plus large d'utilisations des mers, réduisant ainsi le risque de conflit entre les Etats intéressés. Je voudrais ajouter que, dans le domaine de la protection de l'environnement, la Commission Brundtland a conclu que l'initiative initiale la plus importante que pourraient prendre des Etats dans l'intérêt du système de protection de la vie menacée des océans serait de ratifier la Convention.

Nous savons bien entendu qu'un certain nombre de pays industrialisés restent préoccupés par les règles de la Convention sur l'exploitation du fond des mers. Nous devons agir ici rapidement afin de sauvegarder les liens qui ont été tissés entre les nations en développement et le monde industrialisé lors de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Nous pensons que certaines difficultés sont peut-être dues à des divergences idéologiques dans le passé, mais celles-ci sont en train de disparaître rapidement de la scène internationale.

Le Gouvernement islandais est encouragé par les efforts actuellement engagés pour que la Convention soit correctement appliquée. Nous nous félicitons de l'initiative du Secrétaire général, et appelons tous les états à appuyer ses efforts, qui profiteront à l'ensemble de la communauté internationale.

L'année prochaine, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement se tiendra à Rio de Janeiro. Le Gouvernement islandais forme de grands espoirs sur l'issue de cette conférence, consacrée à notre avenir commun.

La coopération internationale en matière d'environnement doit s'appuyer sur le droit de chaque être humain à un environnement sûr. Chacun d'entre nous doit accepter l'obligation de préserver les ressources naturelles et de maintenir une diversité biologique, et les plus riches d'entre nous ne devraient pas ignorer les besoins justifiés de l'humanité en ressources naturelles devant être utilisées conformément au principe du rendement durable optimal. Ces principes devraient être incorporés à un instrument juridique concis, en s'appuyant sur l'expérience née de l'élaboration de la Convention sur le droit de la mer.

M. Hauuibalsson (Islande)

Le Gouvernement islandais déplore les tentatives faites pour introduire dans le processus de Rio des propositions sur la gestion des baleines. Dans ces propositions l'accent est mis sur des considérations morales ambiguës, ce qui fait naître une question écologique erronée qui va à l'encontre du principe du développement soutenu. Ce problème est aggravé lorsque des Etats envisagent d'introduire des restrictions commerciales pour répondre aux différences dans les politiques liées à l'environnement.

Le Gouvernement islandais estime que la Conférence de Rio devrait jeter les bases d'un plan d'action concret traitant des principaux domaines des relations entre l'environnement et l'économie. En particulier, des mesures immédiates devraient être prises pour limiter et contrôler le déversement et les décharges de matières radioactives, de métaux lourds et de substances organiques à lente dégradation dans les océans ou dans des dépôts sous le fond des mers. Nous nous préoccupons notamment du danger persistant de contamination radioactive des océans : la menace provient de différentes sources, notamment des installations nucléaires en bordure des régions océanes. Il est tout à fait intolérable que des Etats prévoient des installations dangereuses là où le moindre accident aurait des effets catastrophiques sur des Etats voisins.

Le risque provient également des réacteurs nucléaires en mer. Le Gouvernement islandais continuera d'oeuvrer en faveur d'une reconnaissance internationale des dangers potentiels découlant d'accidents impliquant des réacteurs nucléaires situés en mer. Les facteurs écologiques jouent inévitablement un rôle important dans la politique de l'Islande en matière de limitation des armements navals et de renforcement de la confiance.

M. Hauuibalsson (Islande)

Par ailleurs, le Gouvernement islandais estime que la gestion et la conservation internationales des ressources biologiques en haute mer méritent une plus grande attention de la part de la communauté internationale. Comme il est dit dans la Déclaration pour un nouvel ordre du jour mondial :

"L'objectif de la guerre froide était d'en amener d'autres à modifier leurs valeurs et leurs comportements, mais la bataille pour sauver la planète ne sera gagnée que si nous modifions nos propres valeurs et comportements."

Voilà le message de "Vinland Revisited", une coentreprise de la Norvège et de l'Islande, qui vise non seulement à commémorer le rapprochement de l'Europe et de l'Amérique il y a un millier d'années, mais surtout à regarder devant nous et à s'interroger sur la manière d'orienter l'esprit de découverte contemporain vers l'élaboration de l'avenir commun de l'humanité sur notre planète. Nous n'avons d'autre choix que celui d'accepter l'obligation commune qui nous incombe de protéger notre habitat naturel, seule planète dont nous disposons.

L'interaction entre l'état de l'environnement et les progrès du développement est de plus en plus évidente. Nous pouvons accroître sensiblement notre soutien au développement, tout en participant à la protection de l'environnement mondial, grâce à une plus grande coopération économique internationale.

Au cours de la dernière décennie, la situation économique de la majorité des pays en développement s'est détériorée. Le protectionnisme dont ont fait preuve certains pays industrialisés est indubitablement une des principales causes de cette tendance. De fait, les pays en développement souffrent plus du protectionnisme qu'ils ne bénéficient de l'aide au développement. Les pays industrialisés pourraient donc contribuer sérieusement au développement en libéralisant le commerce et en ouvrant leurs marchés aux produits des pays en développement.

En tant que pays qui dépend massivement d'une ressource naturelle et d'un produit d'exportation uniques, l'Islande comprend la situation que doivent affronter de nombreux pays en développement. De fait, très peu de pays dépendent aussi étroitement du commerce extérieur que l'Islande. Les problèmes suscités par le protectionnisme ne se limitent pas aux relations

M. Hannibalsson (Islande)

entre pays industrialisés et pays en développement, mais s'étendent aux relations entre les pays industrialisés eux-mêmes. En tant que membre de l'Association européenne de libre échange (AELE), l'Islande participe activement aux négociations avec ses voisins européens et se heurte souvent aux mêmes politiques à courte vue qui ont empêché les pays en développement d'avoir accès aux marchés européens. La politique de la Communauté européenne qui consiste à lier le commerce et l'accès aux ressources est totalement inappropriée et inacceptable. Elle constitue une entrave sur la voie d'une plus grande intégration européenne.

Les efforts qui sont faits pour stimuler les économies des pays d'Europe centrale et orientale sont une raison de plus pour libérer le commerce, étant donné qu'elles peuvent absorber des ressources qui seraient autrement disponibles pour des programmes d'aide aux pays en développement. Nous ne trouverons probablement pas de meilleurs moyens que la libéralisation des politiques de commerce pour corriger cette situation. Il n'est pas nécessaire que ce processus s'éternise. Nous avons déjà atteint la phase finale de l'Uruguay Round des négociations dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Ces négociations sont d'une importance capitale pour la stabilité future de la communauté internationale. Nous devons maintenant faire preuve de volonté politique si nous voulons qu'elles soient couronnées de succès.

Dans mes remarques préliminaires, j'ai parlé de la transformation historique de l'Europe centrale et orientale. Je crois qu'il n'est pas exagérément eurocentrique d'affirmer que les événements survenus récemment en Europe ont eu une importance mondiale aux plans politique et économique. Mais, surtout, ils démontrent au monde entier que l'esprit humain est indomptable. Le triomphe de la démocratie, qui signifie en soi le respect des droits de l'homme, est un message clair pour les opprimés du monde : leur cause n'est pas désespérée, car même les plus puissants moyens totalitaires d'oppression n'ont pas finalement réussi à étouffer et à faire taire la dissidence et l'opposition. Comme l'a dit ce grand humaniste opiniâtre, M. Landsbergis, Président de la Lituanie :

"L'indépendance et la dignité intrinsèque de l'esprit humain vaincront."

M. KONATE (Burkina Faso) : Monsieur le Président, vous avez la tâche combien délicate de présider les travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies à un moment particulièrement sensible de l'histoire des relations internationales. Nous vous assurons du soutien de notre délégation, et nous savons pouvoir nous en remettre entièrement et avec confiance à vos talents de diplomate confirmé et d'homme d'expérience.

Votre pays et le mien entretiennent des relations privilégiées et multiformes, signe évident d'une amitié solide et d'une communauté d'intérêts.

Permettez-moi de dire également toute notre satisfaction pour le travail accompli par votre prédécesseur, S. E. M. Guido de Marco, dans la conduite des activités de la quarante-cinquième session.

Nous saluons, et nous souhaitons la bienvenue, à tous ceux qui viennent de se joindre à la communauté des Nations Unies. Il s'agit de la République populaire démocratique de Corée, de la République de Corée, de la République des Iles Marshall, des Etats fédérés de Micronésie, de la République de Lettonie, de la République d'Estonie et de la République de Lituanie.

Me tournant vers le Secrétaire général des Nations Unies, je voudrais lui dire toute notre appréciation pour le rôle qu'il joue à la tête de notre organisation. Sa patiente et sereine détermination a enraciné et crédibilisé l'ONU.

Dans le concert des nations, le Burkina Faso compte un peu plus de 9 millions d'habitants, s'étend sur 274 000 km<sup>2</sup> de terre enclavée et se veut, avec d'autres, une voix qui s'interroge et qui propose.

Ces 24 derniers mois ont changé la scène internationale. Partout, montent des appels à la coopération ainsi que des paroles laudatrices à l'endroit des mutations rapides que nous vivons. L'époque, dit-on, n'est plus à la revendication brutale mais à l'approche conciliante et au dialogue, car les forces en mouvement ne recherchent pas la confrontation mais l'établissement d'un nouvel ordre mondial fondé sur le respect des droits de l'homme. Voici très succinctement présenté le cadre.

Cependant, les séquelles et les conséquences de la rivalité Est-Ouest ainsi que les dynamiques endogènes positives ou infectieuses continuent d'affecter les régions du monde.

M. Konate (Burkina Faso)

Nous sommes également témoins de phénomènes de fusion et de fission. Dans le temps où l'on parle de regroupements, de grands ensembles, l'on voit des grands ensembles se démembrer. Dans le temps où l'on assiste à l'affirmation, à l'émergence de nouvelles souverainetés, l'on entend parler de devoir d'ingérence.

Toutes ces notions se côtoient et se bousculent sans que l'on ne soit fixé sur leur avenir. C'est le propre de toute période de mutation que de voir le bouleversement des concepts et des réalités ainsi que la multiplication des contradictions inhérentes à la soudaine accélération de l'histoire. Les transitions, grosses de ces éléments, accouchent à leur terme d'un rapport de force qui modèle le futur.

M. Kouate (Burkina Faso)

La question qui se pose est de savoir dans quelle mesure l'écrasante majorité de l'humanité bénéficiera de cette évolution?

De douloureux événements et soubresauts agitent l'Afrique australe. L'apartheid du régime de Pretoria continue de compromettre la santé économique et la stabilité des Etats de la ligne de front. Un lourd tribut est payé plus particulièrement par le Mozambique. Ainsi, le RENAMO poursuit sa triste besogne de sabotages et de destructions, ainsi que d'obstruction aux pourparlers engagés. Le Burkina Faso reconnaît le mérite des autorités mozambicaines à poursuivre dans la voie d'un règlement négocié et leur renouvelle ainsi qu'au peuple mozambicain ses encouragements et sa solidarité.

En Angola, les Accords d'Alvor, avec la coopération de tous, aussi bien à l'intérieur que dans la sous-région et ailleurs, devraient améliorer très nettement la situation et conduire à la paix.

En Afrique du Sud même, il faut saluer l'abolition par M. De Klerk des piliers législatifs de l'apartheid, et s'en féliciter. Cependant, l'un des fondements de l'apartheid demeure et il s'agit de la constitution actuelle. Il faut également déplorer les manoeuvres déployées par le régime de Pretoria, qui ont conduit aux violences dont nous avons été les témoins impuissants ces derniers mois. La communauté internationale, instruite de ces méthodes exécrables, devrait maintenir les sanctions afin d'accélérer le processus d'élimination totale de l'apartheid. C'est ainsi que le Burkina Faso soutient la poursuite des négociations en Afrique du Sud, en vue d'établir les mesures intérimaires appropriées afin d'assurer l'avènement d'une Afrique du Sud totalement démocratique. Dans ce sens, avec le Mouvement des pays non alignés, nous appuyons l'idée d'une constituante démocratiquement élue.

En Afrique occidentale, s'agissant du Libéria, le Sommet de Yamoussokro du 16 septembre dernier vient s'ajouter aux efforts déployés par le Comité de médiation et par le Comité des Cinq, fortement soutenu par le Burkina Faso dans le cadre de l'exécution du plan de paix de la CEDEAO, en vue de restaurer la paix et de tenir des élections libres et honnêtes.

Au Sahara occidental, afin qu'aboutisse le long processus entamé depuis le désengagement espagnol, nous invitons toutes les parties à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies en vue de la tenue du référendum d'autodétermination après qu'elles ont accepté le cessez-le-feu le 6 septembre dernier.

M. Kouate (Burkina Faso)

Dans la corne de l'Afrique, la situation en Somalie nécessite que des efforts incessants soient poursuivis et encouragés en vue de la paix et de la stabilité. L'Ethiopie voisine est entrée dans un processus de réconciliation et de transition, dont l'objectif est l'établissement d'une paix durable dans la démocratie et la justice.

Au Rwanda, nous espérons voir aboutir les efforts engagés par la sous-région et par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour un règlement négocié et pacifique.

En Amérique centrale, les conflits et les situations qui nous préoccupaient lors des sessions précédentes connaissent un apaisement ou une solution. Nous soutenons les efforts du Secrétaire général en El Salvador. Il faut saluer également les efforts déployés dans la région afin d'en faire une zone de paix, de liberté, de démocratie et de développement.

En Asie, les tout derniers résultats obtenus à propos du Cambodge sont encourageants et positifs, et nous exhortons toutes les parties à poursuivre dans cette direction, afin de parvenir à un règlement rapide, négocié et pacifique.

De même, nous soutenons les initiatives du Secrétaire général des Nations Unies en vue d'un règlement politique d'ensemble de la situation en Afghanistan.

Nous soutenons également la réunification pacifique, indépendante des Corée du Nord et du Sud, sur la base de leur communiqué conjoint du 4 juillet 1972. Nous leur renouvelons nos souhaits de bienvenue ici.

Le Koweït est libéré. Nous avons tous, en son temps, condamné son invasion, et nous saluons les autorités koweïtiennes et le peuple koweïtien rétablis dans leurs droits et prérogatives.

Les souffrances endurées ont très fortement marqué la région, et l'oeuvre de réconciliation devrait être appuyée et soutenue. La guerre est toujours effroyable; ses ravages ne distinguent pas entre agresseurs et agressés. Les premières victimes sont les femmes et les enfants. Le conflit du Golfe n'a pas été une exception. Il est intervenu à une période où s'estompait la confrontation Est-Ouest, et où se redéfinissaient de nouveaux rapports sur la scène internationale. La survenue, le traitement et la conclusion militaire et politique de ce conflit ont nettement réorienté et établi la nouvelle donne internationale. La notion de "nouvel ordre mondial" avait été évoquée bien

M. Konate (Burkina Faso)

avant le 2 août 1990. Cependant, à l'heure où nous parlons, que savons-nous de ses contours et de son contenu? Le Conseil de sécurité et l'Organisation des Nations Unies mobilisés comme ils ne l'ont jamais été, ont-ils donné toute la mesure que la communauté internationale est en droit d'attendre d'eux? Et si oui, sommes-nous en droit d'attendre la même résolution, la même efficacité, le même empressement pour des problèmes déjà posés ou à survenir? Le nouvel ordre mondial se fonde-t-il sur l'universalité du message de la Charte des Nations Unies ou bien est-il fondé sur les réalités dures et sélectives du rapport de forces international? Dans ces conditions, quelle part et quel rôle sont réservés aux déshérités, à l'immense multitude des hommes qui ont faim, soif et souffrent de l'ignorance et des maladies? Bref, sont-ils à la porte, ces damnés de la terre, ou entrent-ils enfin dans la maison commune pour qu'en frères nous nous asseyions, nous partageons et nous grandissions ensemble?

S'il est une région troublée, s'il est une région déchirée, le Moyen-Orient détient ce triste privilège.

Les questions qui se posent encore et encore quand on examine la question palestinienne sont celles-ci : comment ceux qui ont souffert de demeurer sans patrie peuvent-ils en toute bonne conscience dénier à d'autres hommes le droit à une patrie? Comment peut-on, au jour d'aujourd'hui, confisquer à des hommes une terre sur laquelle ils sont installés de manière ininterrompue depuis des siècles pour la donner à de nouveaux arrivants et affirmer que les premiers ne sont pas chez eux? Comment peut-on vouloir pour soi ce qu'on ne veut pas pour autrui?

La Charte des Nations Unies contient des principes qui rejettent ces manières de penser et d'agir. C'est pourquoi les Nations Unies ont retenu le principe d'une conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient, non pas pour compliquer les choses, mais pour fonder une paix juste et durable. On n'étouffe pas la voix d'un peuple qui se bat pour ses droits, et si le Burkina Faso, aujourd'hui, joint sa voix aux autres Membres des Nations Unies pour souhaiter la chaleureuse bienvenue à la Lettonie, à l'Estonie et à la Lituanie, c'est parce qu'une parenthèse de 51 ans n'a pas émoussé leur ardeur nationale et la réalité de leurs droits. Ainsi en est-il de la farouche détermination du peuple palestinien. Le Burkina Faso pense que les concessions faites par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP)

M. Konate (Burkina Faso)

depuis trois ans méritaient de recevoir une autre réponse que celle de l'intransigeance et du refus. Nous voyons les initiatives engagées pour résoudre la situation au Moyen-Orient et nous les encourageons dans la mesure où elles sont susceptibles de conduire à une paix juste, équitable et durable, donc tenant compte des droits fondamentaux des uns et des autres.

Le Liban, lui, sort d'une longue période de troubles et nous saluons tous les développements positifs en vue de la réconciliation nationale et de la restauration de sa souveraineté et de son intégrité territoriale.

M. Konate (Burkina Faso)

Une tragédie se déroule en Yougoslavie où une guerre civile s'installe. Nous ne pouvons que déplorer ce drame qui touche le Mouvement des pays non alignés dans son symbole et dans sa partie européenne. Le non-alignement a été le refus de la confrontation Est-Ouest et de ses conséquences.

Cette confrontation fait place à une coopération de plus en plus ouverte. La Yougoslavie, pays pionnier, est ébranlé au moment du rapprochement.

Entre fusion et fission, l'Europe va vers l'intégration économique et le redécoupage politique. L'essentiel réside dans la volonté des peuples, mais la survie tient à la solidarité des peuples et à un système international fondé sur la justice et l'équité. Ce système, on voudrait le fonder sur les droits de l'homme et sur le pluralisme politique.

Les neuf millions de Burkinabè appartiennent à la multitude du Sud. Les aspirations des hommes, au Nord comme au Sud, sont les mêmes. Ce sont des aspirations de dignité et de sécurité.

Les droits de l'homme sont indivisibles, et s'en préoccuper est la chose la plus noble et la plus féconde pour l'humanité. Car au-delà du discours et de la manipulation, c'est bien l'affirmation claire et concrète que c'est bien l'homme qui est le plus important.

Quand la communauté internationale s'est insurgée contre l'apartheid, ce sont les droits de l'homme qu'elle défendait. Quand le Mouvement des non-alignés combattait le colonialisme, ce sont les droits de l'homme qu'il défendait. Quand certaines nations, le siècle dernier, colonisaient des territoires, c'est une certaine idée des droits de l'homme qu'elles prétendaient mettre en oeuvre : la "mission civilisatrice". Quand certaines régions du monde sont taxées de corruption et de violation flagrante des droits de l'individu, très souvent, le corrompu du Sud a son correspondant et son corrupteur au Nord, et parfois même vice versa, car tel était l'équilibre du monde.

Et si le monde change, il doit changer positivement. Le risque que nous courons tous, c'est de voir la réédition de comportements nocifs sous le couvert de notions innocentes ou consensuelles. Il ne faut pas que la mission civilisatrice et les droits de l'homme soient les deux faces d'une même pièce de monnaie. Ou, pour le dire autrement, il ne faut pas que les mêmes acteurs,

M. Konate (Burkina Faso)

sous un déguisement différent, procèdent comme par le passé, à savoir entrer par effraction et avec bonne conscience dans nos sociétés ni meilleures ni pires que les leurs, mais simplement plus exposées.

Hier, on a avancé sous le couvert de la "mission civilisatrice". Aujourd'hui, il faut craindre que l'on n'avance sous le couvert des droits de l'homme.

Personne n'est contre les droits de l'homme, car ils sont attachés à l'homme. Et ne s'attacher qu'à une vision partielle et parcellaire des droits de l'homme revient à condamner l'homme à l'exploitation et à la déshérence. Le droit au développement, le droit à la nourriture, à un toit, aux soins de santé primaires et à l'éducation sont également constitutifs des droits de l'homme. Soutenir ce dernier aspect sans reconnaître et accepter le caractère fondamental des droits de l'individu serait, il est évident, une manière imparfaite de poser et de résoudre le problème. De même, insister sur les droits de l'individu et ne se borner qu'à leur défense, c'est refuser de voir le monde tel qu'il est aujourd'hui.

Ce qui suit découle de ce qui précède. Le pluralisme politique est une des formes de la démocratie. La démocratie, cela peut être le pluralisme politique, mais il faut davantage. Ce "davantage" fonde la démocratie et recoupe les droits que j'ai cités plus haut.

Un environnement économique structurellement défavorable, ainsi qu'une situation sociale, économique et intérieure déficiente ne sont pas le terreau où croît la démocratie. Le Burkina Faso pense que l'évidence s'impose aujourd'hui et que le couple démocratie-développement est indissolublement lié par une interaction permanente. Malheureusement, pour constatée qu'elle soit, cette évidence n'a pas conduit à ses conséquences logiques.

Ainsi, la détérioration de la situation économique de l'Afrique, jointe à sa marginalisation croissante, contraint 500 millions d'hommes à la stagnation, au recul et à l'appauvrissement continu. La décennie des années 80 aura été une décennie perdue où le nombre des pays les moins avancés sera passé de 28 à 42, et parmi eux, la plus forte proportion de pays africains.

La dette extérieure de l'Afrique est un fardeau extrême. Cette dette s'est accrue et s'élève à présent à 270 milliards de dollars. Le service de

M. Konate (Burkina Faso)

la dette représente, à lui seul, en moyenne, plus de 25 % des recettes d'exportation de l'Afrique. Dans certains pays de ce continent, ce sont 100 % des recettes d'exportation qui sont ainsi absorbés. Il faut noter que 85 à 95 % des exportations de l'Afrique sont des produits de base dont la chute des prix est constante sur les marchés.

En 1986, l'Organisation des Nations Unies a adopté un Programme d'action pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Cinq ans après, et en dépit des politiques et des réformes entreprises par les pays africains malgré leur coût social et politique, les pays industrialisés n'ont pas apporté ce qu'ils avaient promis.

Le consensus, à l'époque, décrivait la crise économique africaine comme étant essentiellement structurelle et nécessitant pour sa résorption un processus de long terme conduit à la fois par les pays africains et les pays donateurs. Les pays développés et les institutions financières internationales auraient dû apporter une plus grande contribution, non seulement dans l'accroissement des flux financiers, mais aussi dans les termes et les conditions de leur assistance. Ils ne l'ont pas fait. Continuer ainsi, c'est condamner l'Afrique à connaître une décennie pire que les années 80.

A cet égard, nous soutenons la proposition faite par le Secrétaire général des Nations Unies de convoquer une conférence internationale sur le financement du développement. Le Conseil économique et social a d'ailleurs donné suite à cette proposition en invitant l'Assemblée générale à procéder à son examen lors de la présente session.

De même, nous saluons la décision du Gouvernement japonais d'organiser en 1993 une conférence internationale sur le développement en Afrique, avec la participation des chefs d'Etat africains.

Pour notre part, la signature du Traité instituant la Communauté économique panafricaine (CEPAN) traduit notre volonté d'intégration économique afin de faire face aux défis présents et à venir.

Le Burkina Faso n'a cessé et ne cesse d'affirmer l'importance d'une coopération internationale fondée sur la justice et la solidarité. Que cette coopération soit Sud-Sud, ou Nord-Sud, l'objectif doit être d'obtenir pour tous une croissance économique équilibrée et le développement. Cet objectif

M. Konate (Burkina Faso)

ne sera pas atteint sans un soutien adéquat aux stratégies de développement et si on continue d'observer les pratiques protectionnistes du Nord, tel qu'en témoigne l'Uruguay Round.

Il nous semble donc de la plus grande importance de concilier droits de l'homme et droit au développement dans une période aussi cruciale que celle des transitions vers la démocratie. Il y va du succès de tout le processus en cours dans nos Etats.

A cet égard, au Burkina Faso, le 2 juin 1991, notre peuple a adopté par référendum une constitution qui régit désormais la vie nationale. Le processus engagé se poursuivra jusqu'à la mise en place d'institutions nouvelles à l'issue d'élections pluralistes et libres, le 1er décembre 1991 pour les présidentielles et le 12 janvier 1992 pour les législatives.\*

---

\* Le Président reprend la présidence.

M. Kouate (Burkina Faso)

S'agissant de l'environnement, et à la veille de la rencontre de Brésil 92, personne ne met plus en doute la réalité et la gravité de la menace qui pèse sur la planète du fait de la détérioration de notre environnement. Nous savons tous, pays développés et pays en développement, que les responsabilités des pays développés sont de très loin les plus énormes dans le processus de dégradation. La série de réunions préparatoires qui se déroulent depuis l'adoption de la résolution 44/228 du 22 décembre 1989 portant convocation de la Conférence de Rio de Janeiro atteste de la prise de conscience des Etats et régions du monde.

D'ores et déjà, des mesures sont prises sur le plan local par certains pays sur la base des recommandations arrêtées au cours de ces réunions préparatoires.

C'est le cas de mon pays, le Burkina Faso. Seulement, à mesure que l'on avance dans la réflexion, il apparaît que la restauration et la sauvegarde de l'environnement sont une oeuvre de longue haleine, pour ne pas dire une tâche permanente, et cela demandera des moyens humains, matériels, technologiques et financiers énormes, pour la plupart hors de la portée de nos faibles économies. Seule une action commune du Nord et du Sud permettra d'y faire face.

Je voudrais, avant de conclure, réaffirmer la conviction du Burkina Faso que la plupart des problèmes de notre monde ne peuvent être résolus que par le biais d'un dialogue et de négociations entre pays développés et pays en développement en vue d'aboutir à des solutions spécifiques par une approche multilatérale de ces problèmes.

L'ONU est aujourd'hui forte de 166 Membres qui ont ratifié sa Charte. Les idéaux de 1945 demeurent actuels bien que le monde ait beaucoup changé. Il serait temps de revoir, non pas les finalités poursuivies, mais le mode de réponse que l'Organisation pourrait apporter aux questions de l'heure et son fonctionnement. Pour notre part, nous souhaitons une Organisation toujours plus efficiente et toujours plus présente pour le plus grand bien du plus grand nombre. Jamais l'homme n'a été aussi grand et jamais il n'a été aussi vulnérable. Il vit l'abondance et la pauvreté absolue. C'est le moment pour notre organisation de faire aboutir tout ce qu'elle a si patiemment et si laborieusement élaboré pour le bonheur de l'humanité : la paix, la sécurité et un nouvel ordre plus juste, plus humain.

**ALLOCUTION DE M. JAMES BRENDAN BOLGER, PREMIER MINISTRE DE LA NOUVELLE-ZELANDE**

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'arabe) : L'Assemblée va maintenant entendre l'allocution du Premier Ministre de Nouvelle-Zélande.

M. James Brendan Bolger, Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande, est escorté à la tribune.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'arabe) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue au très honorable James Brendan Bolger, Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**M. BOLGER** (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, au nom du Gouvernement et du peuple néo-zélandais, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de votre élection au poste que vous occupez. Cette année a certainement été riche en événements pour vous-même et pour le Royaume d'Arabie saoudite.

J'aimerais également rendre hommage au Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, qui, depuis 10 ans, s'efforce inlassablement de diminuer les tensions dans le monde. Au moment où il parvient au terme de 10 années passées au service de l'Organisation, j'adresse au Secrétaire général mes félicitations ainsi que les félicitations du Gouvernement et du peuple néo-zélandais pour sa contribution personnelle à la cause de la paix.

Monsieur le Président, je suis ravi de m'associer à vous pour souhaiter la bienvenue aux nouveaux Membres en cette quarante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je tiens en particulier à saluer les Etats fédérés de Micronésie, nouveau Membre de l'Organisation, mais pays ami du mien dont il a été l'hôte lors de la dernière réunion des pays du Forum du Pacifique Sud. Je me réjouis que les Etats fédérés de Micronésie et leur proche voisin, la République des Iles Marshall, se joignent maintenant à nous.

C'est avec une immense satisfaction que nous voyons parmi nous pour la première fois aujourd'hui les représentants légitimes de la Lettonie, de la Lituanie et de l'Estonie. Je rends hommage au courage et à la détermination de ces trois pays européens qui ont lutté pendant si longtemps contre le totalitarisme. Leur reconnaissance internationale en tant qu'Etats indépendants et souverains met fin au chapitre de leur histoire durant lequel ils ont été incorporés de force à l'Union soviétique en 1940.

M. Bolger (Nouvelle-Zélande)

Leur indépendance et leur entrée à l'Organisation des Nations Unies, ajoutées à l'admission de la République de Corée - dont nous nous félicitons grandement - et à l'admission de la République populaire démocratique de Corée, marquent la fin d'une époque ou, plus important encore, le début d'une ère nouvelle dans les relations internationales.

Les occasions qui se présentent en matière de politique et de commerce doivent retenir notre attention. De nouveaux problèmes mettent constamment à l'épreuve nos capacités. En Yougoslavie, nous voyons une situation qui, à l'évidence, exige un règlement pacifique. La médiation a été essayée. Elle doit être essayée à nouveau. Elle ne réussira que si les parties au conflit sont prêtes à s'engager pleinement dans ce processus. Mon gouvernement invite donc tous les autres membres de la communauté internationale qui pourraient avoir une influence, directe ou indirecte, à user de cette influence pour persuader les parties au conflit de s'engager dans la médiation si elles ne peuvent, par elles-mêmes, régler pacifiquement leurs différends.

Aujourd'hui, les problèmes peuvent paraître insolubles, mais certaines questions difficiles peuvent être réglées. Le changement dans la politique mondiale a déjà porté ses fruits : des progrès importants en matière de désarmement. Les superpuissances se sont engagées à réduire sensiblement leurs arsenaux d'armes nucléaires. Certes, le monde se félicite chaleureusement de toute nouvelle étape dans la réduction des armes nucléaires dont sont convenues les superpuissances, mais ce processus est sapé par la prolifération réelle ou potentielle d'armes nucléaires dans d'autres pays. Donc, en matière de limitation des armements, rien n'est plus important que d'arrêter la prolifération des armes nucléaires.

La Nouvelle-Zélande, qui est l'un des premiers pays à avoir signé et ratifié le Traité sur la non-prolifération, est profondément convaincue que les efforts en vue d'arrêter la prolifération des armes nucléaires doivent se voir donner la plus haute priorité par l'Organisation. Les dangers inhérents aux armes nucléaires sont tels que si l'on ne réussissait pas à arrêter leur prolifération, les succès remportés récemment en matière de réduction des armes stratégiques seraient gravement compromis.

Nous nous félicitons de la décision prise récemment par la France et par la République populaire de Chine d'adhérer au Traité sur la non-prolifération.

M. Bolger (Nouvelle-Zélande)

Maintenant que ce traité englobe toutes les puissances nucléaires existant actuellement dans le monde, la Nouvelle-Zélande prie instamment toutes les parties d'accepter sa prorogation, en 1995, pour une durée indéterminée.

En parlant tout particulièrement des armes nucléaires, je ne veux en aucune manière minimiser les efforts nécessaires pour contrôler les autres armes de destruction massive, comme celles qui nécessitent des agents chimiques ou biologiques.

La nécessité de mettre fin à la prolifération de toutes les armes de destruction massive devrait être profondément ancrée dans les esprits de tous ceux, partout dans le monde, que la menace terrifiante de voir ces armes utilisées par Saddam Hussein pendant son occupation illégale de l'Etat du Koweït a fait réfléchir. Cet acte d'agression a mis à l'épreuve la force et la détermination de notre organisation mondiale.

M. Bolger (Nouvelle-Zélande)

Nous pouvons tous être fiers du fait que le rôle dirigeant joué par les Nations Unies dans l'exercice de leur autorité morale indubitable ait réussi à faciliter la formation d'une grande coalition de nations résolues à ce que la raison du plus fort à la Saddam Hussein ne l'emporte pas et à ce que le Koweït soit rétabli dans son statut indépendant et souverain. Au cours des dangereuses semaines de la crise du Golfe, les Nations Unies, sous la ferme conduite du Conseil de sécurité, ont fait montre d'une fermeté de jugement et d'un attachement aux idéaux qu'elles défendent qui ont renforcé le statut et l'autorité de cette organisation. Le Conseil de sécurité a été en mesure de refléter avec précision le sentiment de l'Assemblée générale, du fait de sa large représentation parmi les différentes régions et de l'inclusion en son sein aussi bien de pays petits et vulnérables que de grandes et puissantes nations.

Je voudrais rendre un chaleureux hommage aux voisins arabes du Koweït, qui ont résolument apporté leur appui aux droits d'une petite nation indépendante et ont refusé de céder devant l'intimidation ou les menaces. Leur fermeté lors des premières étapes de la crise a été une des principales raisons qui ont permis au Koweït d'être finalement libéré.

Le rôle des Etats-Unis pour réunir la coalition de nations qui ont travaillé ensemble à la libération du Koweït a été une manifestation frappante de la diplomatie internationale. Les forces des Etats-Unis, tout comme celles de leurs homologues britanniques, français et arabes, ont fait montre d'un comportement tout aussi impressionnant au sol que dans les airs. Mais ce qui a compté plus encore que les succès remportés par tel ou tel pays individuel, c'était la volonté de toutes les nations, grandes et petites, d'appuyer les forces militaires réunies pour arrêter l'agression et garantir les droits indépendants et souverains d'une petite nation, le Koweït. Je suis heureux que mon pays ait joué un petit rôle dans cette coalition et ait été à même d'apporter sa contribution aux commissions d'après guerre des Nations Unies, telle que celle sur l'élimination des armes de destruction massive.

En tant que petit pays dans le sud-ouest du Pacifique, nous ne menaçons personne, pas plus que nous ne cherchons à imposer notre volonté à d'autres pays. Mais en nous associant à la coalition, nous honorions une tradition néo-zélandaise consistant à s'opposer à la tyrannie et à appuyer la liberté.

M. Bolger (Nouvelle-Zélande)

Plus heureux que beaucoup, tout notre personnel militaire est rentré sain et sauf à cette occasion, mais beaucoup de leurs prédécesseurs qui poursuivaient les mêmes objectifs reposent sur les champs de bataille du monde moderne. Nous n'avons jamais fui nos responsabilités.

Tandis que nous nous opposions à un dictateur dans le Golfe, les peuples épris de liberté du monde entier se réjouissaient également d'assister à l'effondrement du communisme totalitaire en Europe. Ce système n'a pas été défait par la force des armes mais par des gens ordinaires qui, par centaines de milliers, sont descendus dans les rues pour revendiquer leur droit divin à la liberté de pensée, d'expression et de réunion et leur droit à un gouvernement démocratique. Ce fut là une victoire glorieuse pour l'esprit indomptable de la personne humaine.

Mais laissez-moi lancer un cri d'alarme : cette victoire impressionnante pourrait se transformer en amertume et l'espoir tourner au désespoir, si toutes les nations ne font pas preuve d'un courage égal en répondant à un défi économique également sans précédent. La main secourable dont tant les démocraties émergeant en Europe que les pays en développement ont le plus besoin est celle du commerce. Ainsi, aujourd'hui, les barricades que nous devons détruire ne sont pas tant celles érigées pour arrêter les chars que celles dressées pour entraver le commerce.

Pour maintenir et affermir les changements politiques spectaculaires qui se sont produits, pour priver les dictateurs de l'excuse de convoiter le territoire des autres, pour atténuer la charge écrasante de la dette que trop de pays connaissent, pour donner une alternative économique à la destruction de notre environnement - pour faire tout cela et bien davantage - il nous faut nous rendre compte qu'un changement dans le système de commerce international est essentiel. Sans ce changement, comment les nouvelles démocraties en Europe peuvent-elles faire ce qu'elles souhaitent pour leurs peuples si leurs exportations sont confrontées à des restrictions sur les marchés étrangers? Comment les pays en développement chargés de dettes pourraient-ils s'ouvrir une voie s'ils ont à faire face non seulement à des restrictions similaires mais également à une concurrence subventionnée?

Ce n'est pas là un débat qui s'établit uniquement entre le Nord et le Sud, parce que les restrictions commerciales se produisent des deux côtés, de

M. Holger (Nouvelle-Zélande)

même que les subventions. C'est un débat sur la manière de donner un sens aux nombreuses belles paroles, sur la manière d'aider ceux qui se battent pour échapper à la pauvreté et pour garantir les libertés démocratiques gagnées si récemment. C'est un débat sur la manière de compléter l'aide par le commerce.

Les négociations d'Uruguay sur le commerce multilatéral ont commencé il y a près de cinq ans. Elles étaient, et restent, les plus ambitieuses de toutes les négociations commerciales. Néanmoins, elles présentent un réel danger d'échouer, si les engagements politiques qui ont été donnés en 1986, et qui ont été répétés depuis -- le plus récemment à la réunion du Groupe des Sept cette année -- ne se traduisent pas en décisions concrètes qui se sont déjà trop fait attendre.

Un pays comme le mien, qui dépend du commerce pour sa survie même, trouve incroyable que les dirigeants politiques et économiques qui sont responsables de tant de choses, qui participent et qui encouragent l'avènement d'une nouvelle ère politique, n'aient pas encore réussi à sortir les négociations de l'impasse. De toute évidence, le Groupe des sept pays les plus industrialisés, sous la présidence du Premier Ministre britannique, nous a donné de nouvelles raisons d'espérer. Il ne fait pas de doute que les Etats-Unis ont été, et restent, de fervents partisans d'un système commercial international libéralisé. A la Communauté européenne, les dirigeants qui se penchent sur ce problème, ainsi que de nombreux dirigeants dans le monde en développement, ont tous demandé des progrès plus considérables.

Mais il semble qu'il ne s'agisse là que de mots, de mots et encore de mots mais guère d'action. Pour que nous réussissions, l'action doit maintenant remplacer les mots. Il ne nous reste que peu de temps. Il a souvent été proposé comme alternative à une conclusion concrète et couronnée de succès des négociations d'Uruguay, la formation d'une série de blocs commerciaux -- groupes de pays qui se referment sur eux-mêmes, qui n'arrivent pas à réaliser pleinement tous leurs avantages sur le plan compétitif, qui survivent peut-être, mais à un niveau plus bas et plus instable que ce ne serait possible dans un système commercial mondial libéral.

Tout cela est parfaitement possible, mais je pense que ce n'est pas là le pire cas que l'on puisse envisager. Le cas le pire est celui de ces pays qui ont acquis de nouvelles libertés et qui voient ces libertés leur être retirées

M. Holger (Nouvelle-Zélande)

par des régimes qui se servent de l'excuse de la nécessité d'exercer un contrôle économique sur les économies en désintégration en tant que couverture de l'oppression politique; c'est de voir des pays stables devenir moins stables parce qu'ils ne peuvent pas se procurer les devises étrangères nécessaires pour répondre aux aspirations légitimes de leurs peuples; c'est faire revenir le monde en arrière plutôt que de le faire avancer.

Afin d'éviter cela - et nous le devons - mon appel de cette tribune est de démanteler les barricades qui empêchent un commerce juste. Et si les puissants ne le font pas pour aider les faibles, du moins devraient-ils le faire pour la raison égoïste que c'est la seule manière d'assurer au monde une paix durable. Le commerce entre les nations est ce qui fait disparaître la peur et le partage des ressources par le commerce est ce qui empêche les guerres de conquête. Si les égoïstes gagnent, si l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce échoue, alors les dirigeants d'aujourd'hui auront semé la graine des conflits futurs. C'est là un sérieux avertissement, mais il n'est pas plus dur que ne l'exige la gravité de la situation.\*

---

\* M. Al-Rhussaiby (Oman), Vice-Président, assume la présidence.

M. Bolger (Nouvelle-Zélande)

Parvenons à un jalon dans les progrès en matière de commerce international cette année, afin de pouvoir aborder avec confiance la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement l'an prochain. Un système commercial libre et équitable est au coeur de nos efforts pour protéger et améliorer l'environnement. Nous avons déjà fait des progrès sur des questions telles que la pêche par filets dérivants et le Protocole de Montréal sur l'ozone; mais nous devons maximiser ces acquis en garantissant que les Etats respectent pleinement les mesures qui ont été adoptées dans de tels domaines. La Conférence des Nations Unies au Brésil l'année prochaine sera la première mise à l'épreuve véritable de notre capacité de coopérer pour trouver l'équilibre approprié entre le développement et la protection de l'environnement. Mon pays est le premier au monde à inscrire la notion de développement durable dans une législation sur les ressources naturelles.

Juste avant mon départ de Nouvelle-Zélande, sept étudiants venus de sept continents du monde ont allumé une bougie pour la paix devant les panneaux de Maoris Tukutuku qui symbolisent la recherche de la connaissance. Ils saluaient l'aube de cette nouvelle session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les étudiants ont participé à cette cérémonie en Nouvelle-Zélande parce que notre pays est l'un des premiers à voir se lever le soleil et qu'une cérémonie tenue à l'aube est la manière maorie traditionnelle de saluer un nouveau départ.

Nous tous, au sein de la présente assemblée, pouvons nous réjouir d'assister à de nouveaux départs dans de nombreuses parties du monde : en Europe, au Cambodge, en Afrique du Sud. Nous ne devons pas laisser ce moment de l'histoire nous échapper; nous devons maintenant substituer à l'entente sur la manière de nous détruire mutuellement une nouvelle entente sur la façon de pouvoir vivre ensemble et de procéder à des échanges commerciaux les uns avec les autres. Mon espoir le plus ardent et ma prière sont que la présente grande assemblée des nations ait le courage moral de faire non seulement ce qui est nécessaire mais également ce qui est juste.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande pour la déclaration qu'il vient de faire.

M. Bolger, Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande, est escorté de la tribune.

La séance, suspendue à 12 h 25, est reprise à 12 h 40.\*

ALLOCUTION DE M. GEORGE BUSH, PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Le PRÉSIDENT (interprétation de l'arabe) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration du Président des Etats-Unis d'Amérique.

M. George Bush, Président des Etats-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRÉSIDENT (interprétation de l'arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies au Président des Etats-Unis d'Amérique, S. E. M. George Bush, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président BUSH (interprétation de l'anglais) : Je suis très honoré de prendre la parole devant vous à l'ouverture de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale. Je voudrais tout d'abord féliciter le Président sortant, M. Guido de Marco de Malte, et saluer le nouveau Président, Samir Al-Shihabi de l'Arabie saoudite.

Je voudrais aussi saluer tout particulièrement le Secrétaire général Javier Pérez de Cuéllar, qui va quitter ses fonctions dans un peu plus de trois mois. Mais permettez-moi de dire que le Secrétaire général Javier Pérez de Cuéllar a rempli ses fonctions de façon remarquable pendant une période de changements et de troubles sans précédents. Pendant près de 10 ans, nous avons bénéficié de la direction de cet homme de paix, un homme que nous, comme beaucoup de Membres, sommes fiers d'appeler notre ami, et donc aujourd'hui, permettez-nous de féliciter notre ami, le Secrétaire général, et de rendre hommage au travail remarquable qu'il a accompli au service de l'Organisation des Nations Unies et des peuples du monde.

Permettez-moi aussi de souhaiter la bienvenue aux Membres nouveaux venus dans cette salle, les deux délégations qui représentent la Corée, en particulier à nos amis démocratiques de la République de Corée, aux Républiques d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie et aux missions nouvelles des Iles Marshall et de la Micronésie.

Il y a 20 ans, lorsque j'étais le Représentant permanent des Etats-Unis auprès des Nations Unies, l'ONU comptait 132 Membres. Il y a seulement une

---

\* Le Président reprend la présidence.

Le Président Bush

semaine, 159 nations étaient Membres des Nations Unies, et aujourd'hui le nombre des Etats Membres est de 166. La présence de ces nouveaux Membres nous donne déjà à elle seule de bonnes raisons de nous réjouir.

Ma déclaration aujourd'hui ne ressemblera pas à celles que vous avez entendues de la part des autres Présidents des Etats-Unis. Je ne vais pas m'attarder sur la rivalité des superpuissances qui a déterminé la politique internationale pendant un demi-siècle. Au contraire, je vais parler des défis que pose l'édification de la paix et de la prospérité dans un monde qui a vu la guerre froide prendre fin et l'histoire reprendre son cours.

Le communisme a arrêté pendant des années le cours de l'histoire, il a suspendu les vieilles querelles et a réfréné les rivalités ethniques, les aspirations nationalistes et les préjugés anciens. Lorsqu'il s'est dissipé, les haines assoupies se sont réveillées. Des gens que l'on avait depuis des années privés de leur passé se sont mis en quête de leur propre identité, souvent par des moyens pacifiques et constructifs, parfois par la dissension et l'effusion de sang.

Cette renaissance de l'histoire ouvre une ère pleine de possibilités et de périls. Commençons par parler des possibilités. Tout d'abord, le renouveau de l'histoire permet aux gens de suivre leurs instincts naturels dans le domaine de l'initiative. Le communisme avait arrêté ce progrès jusqu'à ce que ses échecs soient devenus trop lourds à porter même pour ses défenseurs, et maintenant, des citoyens dans le monde entier choisissent l'initiative plutôt que l'envie, la responsabilité personnelle plutôt que les commodités de l'Etat, la prospérité plutôt que la pauvreté de la planification centralisée.

La Charte des Nations Unies encourage cette aventure en recommandant de recourir aux constitutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples, et je ne peux pas imaginer de meilleur moyen de remplir cette mission que de favoriser la libre circulation des biens et des idées. Franchement, les idées et les biens feront le tour du monde avec ou sans notre aide. La révolution de l'information a détruit les armes de l'isolement forcé et de l'ignorance. Dans de nombreuses parties du monde la technologie a vaincu la tyrannie, montrant que l'âge de l'information peut devenir l'âge de la libération, si nous limitons sagement le pouvoir de

Le Président Bush

l'Etat et si nous laissons nos peuples libres de faire le meilleur usage possible des nouvelles idées, des nouvelles inventions et des nouvelles connaissances. Du même coup, le monde a appris que les marchés libres assurent des niveaux de prospérité, de croissance et de bien-être que les économies planifiées ne peuvent jamais offrir.

Même les évaluations les plus charitables indiquent que pendant ces dernières années les économies du monde libre ont eu un taux de croissance deux fois supérieur à celui des pays qui étaient communistes. La croissance fait plus que remplir les étagères; elle permet à chacun de réaliser des gains, non pas au détriment des autres mais au profit des autres. La prospérité encourage les gens à vivre en voisins, et non pas en prédateurs. La croissance économique peut faciliter de la même manière les relations internationales.

Le Président Bush

Nombre de pays représentés ici sont parties à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Les négociations de l'Uruguay Round, la dernière en date des séries de négociations commerciales d'après guerre, offrent un espoir aux pays en développement, dont beaucoup ont été cruellement divisés, cruellement trompés, par les fausses promesses du totalitarisme. On entend parler ici des problèmes Nord-Sud. Mais un commerce libre et ouvert, y compris l'accès sans entrave aux marchés et au crédit, offre aux pays en développement les moyens de parvenir à l'autosuffisance et à la dignité économique.

Si les négociations de l'Uruguay Round échouent, une nouvelle vague de protectionnisme risque de détruire nos espoirs d'avenir meilleur. L'histoire ne montre que trop clairement que le protectionnisme peut détruire la richesse à l'intérieur des pays et empoisonner les relations entre eux. C'est pourquoi je lance un appel à tous les membres du GATT pour qu'ils redoublent d'efforts de manière à faire aboutir les négociations de l'Uruguay Round. Je vous promets que les Etats-Unis feront leur part.

Je ne saurais trop souligner que le progrès économique jouera un rôle vital dans le nouveau monde. Il fournit le sol le plus propice à la croissance de la démocratie. Ce que veulent les peuples du monde entier, c'est d'un gouvernement du peuple et par le peuple; ce qu'ils veulent, c'est jouir de leurs droits inaliénables à la liberté, à la propriété et au respect de la personne humaine. Les défis lancés à la démocratie ont échoué. Pas plus tard que le mois dernier, en Union soviétique, des conspirateurs ont essayé de faire dérailler les forces de la liberté et de la réforme, mais les citoyens soviétiques ont refusé de les suivre. La plupart des Etats représentés ici se sont rangés du côté des forces de réforme dirigées par Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine, et contre les conspirateurs.

Le défi auquel les peuples soviétiques se trouvent maintenant confrontés - la mise en place de systèmes politiques fondés sur la liberté individuelle, les droits des minorités, la démocratie et la liberté des marchés - reflète la responsabilité de chaque Etat d'encourager la réforme démocratique pacifique, mais témoigne également du pouvoir extraordinaire de l'idéal démocratique. A mesure que la démocratie s'épanouit, la possibilité d'une troisième percée historique et d'une coopération internationale croît également. Il y a un an,

Le Président Bush

l'Union soviétique s'est jointe aux Etats-Unis et à de nombreux autres Etats pour défendre un tout petit pays contre l'agression et s'opposer à Saddam Hussein. Pour la toute première fois, s'agissant d'une question de la plus haute importance, la concurrence a fait place à la coopération internationale. L'Organisation des Nations Unies, dans l'un des moments les plus sublimes de son histoire, a élaboré une action de principe, mesurée, délibérée et courageuse pour répondre à Saddam Hussein. Elle a su tenir tête à un hors-la-loi qui avait envahi le Koweït, qui menaçait de nombreux Etats de la région et qui cherchait à établir un précédent dangereux pour le monde de l'après-guerre froide.

L'effort de coalition a créé un modèle pour le règlement collectif des différends. Les Membres ont fixé l'objectif - la libération du Koweït - et conçu la façon courageuse et unifiée de réaliser cet objectif. Aujourd'hui, pour la première fois, nous avons véritablement la possibilité de réaliser l'ambition de la Charte des Nations Unies et de travailler

"à préserver les générations futures du fléau de la guerre ..., à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites ..., à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande."

Ce sont les termes mêmes de la Charte.

Nous ne parviendrons pas à faire revivre ces idéaux si nous ignorons le défi que présente le renouveau de l'histoire. En Europe et en Asie, les passions nationalistes flambent de nouveau, menaçant les frontières, mettant à rude épreuve le tissu de la société internationale. En même temps, des conflits de longue date continuent de couver dans le monde entier. On voit ici même des signes de cette agitation. Les Nations Unies ont monté plus de missions de maintien de la paix au cours des 36 derniers mois que pendant leurs 43 premières années, et bien qu'il semble, Dieu merci, que nous soyons maintenant libérés de la peur d'un holocauste nucléaire, ces âpres petits conflits devraient tous nous inquiéter.

Nous devons faire face à ce défi carrément - premièrement, en recherchant un règlement pacifique des différends en cours; deuxièmement - ce qui est

Le Président Bush

encore plus important -, en essayant d'empêcher l'éclatement de nouveaux conflits. Personne ici ne peut promettre que les frontières actuelles resteront ce qu'elles sont, mais nous devons nous efforcer de parvenir à un règlement négocié et pacifique des différends frontaliers.

Nous devons aussi promouvoir la cause de l'harmonie internationale en nous attaquant à tous les différends de longue date. Nous devrions prendre au sérieux la promesse faite dans la Charte de pratiquer la tolérance et de vivre ensemble en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage. La résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale - aux termes de laquelle le sionisme "constituerait" une forme de racisme - bafoue cette promesse et les principes sur lesquels reposent les Nations Unies, et je demande maintenant qu'elle soit abrogée. Le sionisme n'est pas une politique; c'est l'idée qui a conduit à la création d'un foyer national pour le peuple juif, pour l'Etat d'Israël, et mettre le sionisme sur le même plan que le péché intolérable de racisme, c'est déformer l'histoire et oublier le triste sort subi par les Juifs pendant la seconde guerre mondiale et, en fait, tout au long de l'histoire. Assimiler le sionisme au racisme, c'est rejeter Israël lui-même, Membre à part entière des Nations Unies. Cette instance ne peut à la fois prétendre rechercher la paix et contester le droit d'Israël à l'existence. En abrogeant inconditionnellement cette résolution, les Nations Unies augmentent leur crédibilité et serviront la cause de la paix.

En nous efforçant de relever le défi lancé par la reprise de l'histoire, nous devons également défendre l'accent mis par la Charte sur les droits inaliénables de l'homme. Les gouvernements auront failli à leur devoir si les citoyens ne peuvent pas dire ce qu'ils pensent; s'ils ne peuvent pas former librement de partis politiques et élire des gouvernements à l'abri de toute coercition; s'ils ne peuvent pas élever leur famille dans la paix; s'ils ne peuvent pas jouir des justes fruits de leur travail; s'ils ne peuvent pas mener une existence fructueuse et, à la fin de leurs jours, être fiers de ce qu'ils ont accompli et du progrès de leur société. Les hommes politiques qui parlent de démocratie et de liberté mais ne font rien pour assurer l'une et l'autre finiront par ressentir cruellement la désapprobation publique et la puissance de l'aspiration des peuples à vivre dans la liberté.

Le Président Bush

Certains Etats continuent de priver leurs peuples de leurs droits fondamentaux, et il y a trop de gens qui réclament la liberté. C'est ainsi que le peuple cubain est toujours soumis à l'oppression que lui impose un dictateur qui n'a toujours pas compris le message et qui est le seul à résister dans un hémisphère autrement démocratique, quelqu'un qui n'est pas adapté à un monde qui n'a plus rien à faire d'une tyrannie totalitaire. Ailleurs, des despotes ignorent le fait réconfortant que le reste du monde s'est engagé dans une ère nouvelle de liberté.

Le renouveau de l'histoire impose également l'obligation de rester vigilants face aux menaces anciennes et nouvelles. Nous devons redoubler d'efforts en vue de limiter la prolifération nucléaire. Nous devons travailler pour empêcher la prolifération des armes chimiques et biologiques et de leurs vecteurs.

Le Président Bush

C'est pourquoi j'ai proposé mon initiative sur les armements au Moyen Orient, une approche d'ensemble destinée à arrêter, et là où c'est possible, à inverser l'accumulation d'armements dans cette partie du monde la plus vouée à la violence. N'oublions pas que l'intérêt personnel pousse des nations dans différentes directions et que des luttes pour des intérêts bien compris risquent de déboucher sur la violence. On ne peut jamais dire avec certitude où se produira le prochain conflit. Nous ne pouvons pas non plus promettre la paix éternelle, alors que des démagogues font de fausses promesses à ceux qui sont avides d'espoirs, alors que des terroristes se servent de nos citoyens comme de pions et que les trafiquants de drogue détruisent nos peuples. Aussi devons-nous nous allier pour surmonter les atteintes à la dignité humaine. Il n'est plus possible de hausser les épaules et de dire que celui-ci est un terroriste et que celui-là est un combattant de la liberté. Plaçons le droit au-dessus de la pratique lâche et brutale de la prise d'otages.

Dans un monde caractérisé par le changement, faisons preuve d'autant de fermeté dans nos principes que de souplesse dans notre réaction aux changements intervenus sur le plan international. Cela est particulièrement vrai aujourd'hui en ce qui concerne l'Iraq. Six mois après l'adoption par le Conseil de sécurité des résolutions 687 (1991) et 688 (1991), Saddam continue à reconstituer ses armes de destruction massive et à soumettre le peuple iraquien à une brutale oppression. Le mépris de Saddam à l'égard des résolutions des Nations Unies s'est manifesté pour la première fois en août 1990, et cela se poursuit au moment même où je parle. Son gouvernement refuse d'autoriser des inspections par hélicoptère sans conditions et interdit, en ce moment même, aux inspecteurs des Nations Unies de quitter les locaux inspectés avec des documents concernant un programme d'armement nucléaire de l'Iraq. Les Etats-Unis estiment que les sanctions doivent être maintenues tant qu'il sera au pouvoir. Cela prouve également que nous ne pouvons absolument pas faire de compromis en ce qui concerne la destruction par l'Iraq de toutes ses armes de destruction massive et leurs vecteurs. Et nous ne ferons aucun compromis.

Cela ne signifie pas - je tiens à être tout à fait clair - que nous devons punir le peuple iraquien. Je le répète : nous n'avons pas de

Le Président Bush

différend avec le peuple iraquien. Le différend était et continue d'être avec un dictateur brutal dont l'arrogance déshonore le peuple iraquien. La résolution 706 (1991) a créé un mécanisme concret pour l'envoi de secours humanitaires aux citoyens irakiens innocents. Nous devons utiliser ce mécanisme. Nous ne devons pas abandonner notre position de principe contre l'agression de Saddam. Cet effort de coopération a libéré le Koweït. Il peut maintenant conduire à la mise en place d'un gouvernement juste en Iraq. Et lorsque tel sera le cas, le peuple iraquien pourra espérer mener une vie meilleure, libre chez lui, libre de s'engager dans un monde au-delà de ses frontières.

Le renouveau de l'histoire permettra aussi aux Nations Unies de s'acquitter à nouveau de la tâche importante de promouvoir les valeurs dont j'ai parlé aujourd'hui. Cette instance peut être un moyen grâce auquel les parties qui souhaitent le faire peuvent régler leurs différends anciens. Dans les mois à venir, j'attends avec intérêt de travailler avec le Secrétaire général Pérez de Cuéllar et son successeur à la recherche de la paix dans des pays aussi divers et troublés que l'Afghanistan, le Cambodge, Chypre, El Salvador et le Sahara occidental. Les Nations Unies peuvent encourager le développement d'un libre marché par le biais de leurs organismes de prêts et de leurs institutions d'assistance. Toutefois, elles doivent se garder d'imposer le type particulier de gouvernement que des nations devraient adopter. Elles peuvent et doivent encourager l'acceptation des valeurs sur lesquelles repose l'Organisation. Ensemble, nous insisterons pour que les nations qui souhaitent être acceptées par nous satisfassent aux normes de la décence humaine.

Les Nations Unies peuvent redonner vie aux institutions de liberté en sommeil. Ces institutions jouent un rôle capital dans notre recherche d'un nouvel ordre mondial, un ordre dans lequel aucune nation ne devra abandonner un pouce de sa souveraineté, un ordre caractérisé par le règne du droit plutôt que par le recours à la force, par le règlement en coopération de différends plutôt que par l'anarchie et les effusions de sang, et par une foi inébranlable dans les droits de l'homme.

Enfin, vous vous demandez peut-être quel sera le rôle des Etats-Unis dans ce nouveau monde que je viens de décrire. Je puis vous assurer que les

Le Président Bush

Etats-Unis n'ont aucune intention d'imposer une pax americana. Cependant, nous ne renoncerons pas à notre engagement. Nous n'allons pas nous retirer ni nous retrancher dans l'isolationisme. Nous allons offrir l'amitié et une direction. En résumé, nous recherchons une pax universalis, fondée sur des responsabilités et des aspirations partagées.

Nous tous, ici présents, avons la possibilité d'épargner à nos fils et à nos filles les péchés et les erreurs du passé. Nous pouvons bâtir un avenir plus satisfaisant que ce que notre monde a connu jusqu'ici. L'avenir s'étend devant nous, indéfini, riche en promesses, jonché de périls. Nous pouvons choisir le genre de monde que nous voulons : un monde ravagé par les feux de la guerre et en proie aux caprices de la coercition et du hasard ou un monde plus pacifique grâce à la réflexion et au choix. Prenez ce défi au sérieux. Engagez les générations futures à vous louer et à vous vénérer, afin qu'elles puissent dire : "Sur les ruines d'un conflit, ces hommes et ces femmes courageux ont bâti une ère de paix et de compréhension. Ils ont inauguré un nouvel ordre mondial, un ordre qui mérite d'être préservé au cours des âges."

Bonne chance à chacun d'entre vous.

Le PRÉSIDENT (interprétation de l'arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président des Etats-Unis d'Amérique de la déclaration qu'il vient de faire.

M. George Bush, Président des Etats-Unis d'Amérique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 13 h 10.